

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2019/52 DU 11 JANVIER 2020**

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail</b> .....	1
<b>Ministère de l’agriculture et de l’alimentation</b> .....	(*)

(\*) Aucun texte du ministère chargé de l’agriculture dans le *BO* n° 52

MINISTÈRE DU TRAVAIL

---

# CONVENTIONS COLLECTIVES

## SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/52

### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
<b>Autoroutes (sociétés concessionnaires ou exploitantes) :</b> accord du 9 octobre 2019 relatif à la création d'une section paritaire professionnelle.....	4
<b>Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie :</b> avenant n° 47 du 23 octobre 2019 à l'annexe II de la convention collective relatif aux salaires minimaux pour l'année 2020 .....	7
<b>Cinéma (production) :</b> avenant du 25 octobre 2019 relatif à la modification de l'annexe III.1 au sous-titre I <sup>er</sup> du titre III de la convention collective.....	11
<b>Cinéma (production) :</b> avenant du 25 octobre 2019 relatif à la modification des titres I et II de la convention collective.....	13
<b>Électriques et gazières (industries) :</b> accord du 8 novembre 2019 relatif aux primes et aux indemnités au 1 <sup>er</sup> janvier 2020.....	31
<b>Électriques et gazières (industries) :</b> avenant n° 3 du 8 novembre 2019 à l'accord du 29 mai 2008 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises (PEI).....	33
<b>Électriques et gazières (industries) :</b> avenant n° 4 du 8 novembre 2019 à l'accord du 11 décembre 2008 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-I).....	36
<b>Électriques et gazières (industries) :</b> avenant n° 4 du 8 novembre 2019 à l'accord du 4 juin 2010 relatif à la mise en place d'une couverture supplémentaire maladie des agents statutaires .....	41
<b>Hospitalisation privée (à but non lucratif) :</b> additif n° 4 du 5 septembre 2019 à l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015 relatif à la généralisation de la couverture frais de santé.....	48
<b>Personnes inadaptées et handicapées (établissements, centres et services) :</b> accord interprofessionnel du 2 octobre 2019 relatif au régime collectif et obligatoire de complémentaire santé.....	55
<b>Pôle emploi :</b> avenant du 18 septembre 2019 relatif à la révision de l'article 8.4 de la convention collective .....	77
<b>Ports et manutention (Montoir – Saint-Nazaire) :</b> accord du 16 octobre 2019 relatif à la composition et au fonctionnement du comité des activités sociales et culturelles interentreprises pour les personnels dockers et assimilés.....	80
<b>Ports et manutention (Montoir – Saint-Nazaire) :</b> accord du 16 octobre 2019 relatif aux moyens des organisations syndicales .....	86

<b>Publicité (entreprises) :</b> avenant du 29 octobre 2019 à l'accord du 5 avril 2018 relatif aux salaires au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 .....	89
<b>Vins, cidres, jus de fruits, sirops, spiritueux :</b> accord du 6 mars 2019 relatif aux salaires de référence des chais de cognac au 1 <sup>er</sup> mars 2019 .....	94

Brochure n° 3336

Convention collective nationale  
IDCC : 2583. – **SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES  
OU EXPLOITANTES D'AUTOROUTES  
OU D'OUVRAGES ROUTIERS**

---

ACCORD DU 9 OCTOBRE 2019  
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE SECTION PARITAIRE PROFESSIONNELLE  
NOR : ASET1951443M  
IDCC : 2583

---

Entre :  
ASFA,  
D'une part, et  
CGT ;  
CFDT ;  
CFE-CGC ;  
SUD autoroutes ;  
FEETS FO ;  
UNSA autoroutes,  
D'autre part,

PRÉAMBULE

La loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel transforme en profondeur le modèle de formation professionnelle continue et l'apprentissage. Ses dispositions entrent en vigueur progressivement jusqu'en 2020 et impactent très largement les dispositions conventionnelles de branche en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Le présent accord a pour objet de mettre en œuvre, au sein de la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers, les dispositifs découlant de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Ainsi les parties signataires conviennent de créer une section paritaire professionnelle (SPP) afin de mettre en œuvre une politique de formation professionnelle innovante et dynamique pour les salarié(e)s et les entreprises de la branche qui constitue un réel facteur d'attractivité à l'égard de futur(e)s salarié(e)s. Convaincues de l'importance de cette réforme, les parties signataires se saisissent de cet outil au service des objectifs des salarié(e)s et des entreprises de la branche professionnelle.

Les parties signataires entendent par le présent accord donner aux salarié(e)s et aux entreprises les moyens de se préparer à de nouveaux enjeux, de mieux appréhender les évolutions dans la branche

et leur impact sur l'emploi dans un contexte socio-économique en perpétuel changement. Elles réaffirment le rôle majeur de la formation professionnelle, facteur clef de l'épanouissement personnel du (de la) salarié(e) pour son développement professionnel et du maintien de l'adaptation des entreprises aux évolutions technologiques. Les parties signataires rappellent l'importance de l'accès à la formation de tous (toutes) les salarié(e)s de la branche.

Dans cette perspective, les parties signataires conviennent de ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

### **Article 2**

#### *Mention relative aux entreprises de moins de 50 salarié(e)s*

Le présent accord s'applique de manière identique à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers y compris les entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 3**

#### *Création de la section paritaire professionnelle (SPP) au sein de l'OPCO*

Selon les dispositions de l'article 6.6 de l'accord relatif à la constitution de l'OPCO à forte intensité de main-d'œuvre le 14 mars 2019 est créée une section paritaire professionnelle (SPP) nationale réservée à toutes les entreprises relevant de la convention collective nationale des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

### **Article 4**

#### *Missions de la section paritaire professionnelle*

La SPP devra, dans le respect des dispositions légales et conventionnelles en vigueur, mettre en œuvre la politique de formation professionnelle élaborée par la CPNE de la branche.

Les principales missions de la SPP sont les suivantes :

- piloter, gérer et suivre la mise en œuvre des dispositifs de la branche ;
- proposer les critères de prise en charge au conseil d'administration ;
- élaborer les plans d'action en lien avec la stratégie de la CPNEFP ou CPPNI (sur l'ensemble des dispositifs gérés par l'OPCO) et les évaluer ;
- piloter les ingénieries conçues et déployées pour le secteur en lien avec les spécificités de la branche et favoriser les bonnes pratiques au sein des autres branches professionnelles adhérentes, en lien avec les commissions paritaires ;
- faire le lien avec les commissions paritaires, notamment en favorisant la diffusion de leurs travaux au sein de la SPP ;
- suivre les activités régionales sectorielles.

### **Article 5**

#### *Composition et fonctionnement de la section paritaire professionnelle*

La SPP de la branche est composée de deux collèges regroupant respectivement l'ASFA et les organisations syndicales de salariés représentatives de la branche. Elle comprend au maximum vingt-quatre membres répartis à parité égale entre les deux collèges.

La SPP élit un président et un vice-président tous les 2 ans alternativement parmi les membres de chacun des collèges représentant les employeurs et les salariés.



Le vice-président appartient nécessairement au collège auquel n'appartient pas le président.

L'ASFA assurera le premier mandat de la présidence.

Un conseiller représentant de l'OPCO assistera aux réunions de la SPP et pourra apporter un appui technique. Toutefois, la SPP se réserve la possibilité de se réunir en dehors de sa présence pour tout ou partie de réunion.

Un règlement intérieur sera établi lors de la 1<sup>re</sup> réunion de la SPP.

## **Article 6**

### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée à compter de la signature de l'accord.

## **Article 7**

### *Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative de salariés au sens du code du travail ainsi que toute organisation syndicale ou groupement d'employeurs ou tout employeur pris individuellement, non signataires du présent accord, pourront adhérer au présent accord dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

## **Article 8**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord collectif.

## **Article 9**

### *Dépôt légal*

Le présent accord sera déposé, à la diligence de l'ASFA, auprès des services centraux du ministère du travail, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Fait à Paris, le 9 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3051

**Convention collective nationale**

**IDCC : 567. – BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE  
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**

AVENANT N° 47 DU 23 OCTOBRE 2019  
À L'ANNEXE II DE LA CONVENTION COLLECTIVE  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2020

NOR : ASET1951434M

IDCC : 567

Entre :

BJOC ;

FH,

D'une part, et

FNECS CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FNSM CFTC ;

FCM FO ;

FCMTM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minimaux applicables aux seuls salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'horlogerie, dont les dispositions figurent en annexe de la convention collective nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, pierres et perles et activités qui s'y rattachent suite à l'arrêté de fusion des champs conventionnels du novembre 2018.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Minima professionnels*

Salariés non-cadres :

*(Voir tableau page suivante.)*

*Ouvriers et employés*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL BRUT BASE 35 HEURES
I	1	1 561
	2	1 582
II	1	1 616
	2	1 660
III	1	1 704
	2	1 771
IV	1	1 865
	2	1 979
V	1	2 084
	2	2 198

*Agents de maîtrise*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL BRUT BASE 35 HEURES
I	1	2 269
	2	2 485
II	1	2 567
	2	2 706

Salariés cadres :

*Cadres débutants*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL BRUT BASE 35 HEURES
I	1	2 490

*Cadres 35 heures*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL BRUT BASE 35 HEURES
I	1	2 900
	2	3 144
II	1	3 387
	2	3 758
III	1	4 101
	2	5 208
IV	1	
	–	

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL BRUT
I	1	
	2	
II	1	3 751
	2	4 184
III	1	4 426
	2	5 534
IV	1	
	–	

## Article 2

### *Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes*

Conformément au chapitre V de l'accord de branche du 22 juin 2009 sur la mixité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les parties signataires rappellent que les différences de rémunération constatées entre les hommes et les femmes ne se justifient que si elles reposent sur des critères objectifs.

Les entreprises doivent donc s'assurer, notamment à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, du respect du principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes dès lors qu'il s'agit d'un même travail effectué dans une situation similaire ou d'un travail de valeur égale et à ancienneté et expériences égales.

Les signataires rappellent l'objectif posé par la loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, de rechercher les moyens de supprimer les écarts de rémunération pouvant exister entre les hommes et les femmes.

À cette fin, les signataires demandent aux entreprises de mesurer les écarts non objectifs. S'ils existent, d'en déterminer les origines et de mettre en place des actions adaptées en vue de les supprimer.

## Article 3

### *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Le présent avenant ne nécessite pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, auxquelles il s'applique également.

## Article 4

### *Opposabilité*

Les parties conviennent qu'aucun accord d'entreprise ou d'établissement ou de quelque niveau que ce soit ne pourra déroger à ses dispositions, à moins que celles-ci ne soient plus favorables aux salariés.

## Article 5

### *Dépôt et entrée en vigueur*

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les dispositions du présent accord applicables au titre de l'année 2020 entreront en vigueur à la date d'extension et au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2020. Son extension sera demandée dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 23 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3097. – PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**  
**(19 janvier 2012)**  
(Étendue par arrêté du 31 mars 2015,  
*Journal officiel* du 10 avril 2015)

---

**AVENANT DU 25 OCTOBRE 2019**  
**RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ANNEXE III.1 AU SOUS-TITRE I<sup>ER</sup> DU TITRE III**  
**DE LA CONVENTION COLLECTIVE**  
NOR : ASET1951433M  
IDCC : 3097

---

Entre :  
SPI ;  
API ;  
UPC,  
D'une part, et  
CGT ;  
CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

À l'occasion du renouvellement de l'annexe III du titre II de la CCNPC, les partenaires sociaux de la production cinématographique ont fait évoluer le dispositif et ont modifié certaines stipulations des titres I et II de la convention collective nationale de la production cinématographique (CCNPC).

Le présent avenant a pour objet d'adapter ces évolutions aux artistes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant a pour champ d'application celui défini à l'article 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la CCNPC.

Les partenaires sociaux conviennent que les dispositions dudit avenant sont pleinement justifiées et applicables à toutes les entreprises relevant de la branche de la production cinématographique.

À ce titre, ils précisent que, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, l'objet du présent avenant ne justifie pas la mise en place de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 2

### *Modification de l'annexe III.1 au sous-titre I<sup>er</sup> du titre III de la CCNPC*

L'article 5 « Versement de l'intéressement » de la partie « C. Intéressement aux recettes d'exploitation » de l'annexe III.1 du titre III est désormais rédigé comme suit :

« Le versement de l'intéressement intervient de la façon suivante :

Sur 100 % de toutes les recettes nettes (France et étranger) des producteurs délégués issues de l'exploitation du film (salles, diffusion télévision, vidéogrammes et tout autre support connu ou inconnu à ce jour) 50 % sont délégués au paiement du salaire producteur et des frais généraux, dans la limite de 12 % du budget du film et 50 % au salaire différé des artistes-interprètes après versement de la part revenant aux techniciens de la production cinématographique, en application de l'article 6 de l'annexe III du titre II de la présente convention. »

## Article 3

### *Entrée en vigueur et extension*

Il est convenu que le présent avenant s'applique à compter de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tard, à compter de l'expiration de l'annexe III telle que prévue par l'avenant du 8 octobre 2013, étendu et publié au *Journal officiel* le 10 avril 2015, soit à compter du 11 avril 2020.

L'extension du présent avenant est sollicitée par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2661-1 du code du travail.

Fait à Paris, le 25 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3097. – PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**  
**(19 janvier 2012)**  
(Étendue par arrêté du 31 mars 2015,  
*Journal officiel* du 10 avril 2015)

---

**AVENANT DU 25 OCTOBRE 2019**  
**RELATIF À LA MODIFICATION DES TITRES I<sup>er</sup> ET II DE LA CONVENTION COLLECTIVE**  
NOR : ASET1951432M  
IDCC : 3097

---

Entre :

SPI ;

API ;

UPC,

D'une part, et

CGT ;

CFDT ;

SFA CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'avenant du 8 octobre 2013 à la convention collective nationale de la production cinématographique (CCNPC), les partenaires sociaux de la branche se sont réunis à l'occasion de la cinquième année d'application de l'annexe III du titre II de la CCNPC afin d'examiner l'opportunité de modifier ou proroger le régime spécifique prévu par ce texte.

À cette occasion, particulièrement attachées au développement de la création artistique, à la diversité des productions et à la préservation de l'emploi des salariés, les parties signataires du présent avenant prorogent pour 5 ans l'annexe III du titre II de la CCNPC en la modifiant. Elles modifient également certaines stipulations des titres I<sup>er</sup> et II de la CCNPC, de même que le règlement intérieur de la commission paritaire prévue à l'annexe III du titre II de la CCNPC.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant a pour champ d'application celui défini à l'article 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la CCNPC.

Les partenaires sociaux conviennent que les dispositions dudit avenant sont pleinement justifiées et applicables à toutes les entreprises relevant de la branche de la production cinématographique.



À ce titre, ils précisent que, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, l'objet du présent avenant ne justifie pas la mise en place de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 2**

### *Modification du titre I<sup>er</sup> de la CCNPC*

L'avant dernier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la CCNPC est modifié comme suit :

« Compte tenu de l'économie particulière des films de fiction de longue durée dont le budget prévisionnel ne dépasse pas 1 million d'euros de dépenses extérieures à la société de production (hors imprévus), conformément à la prise en compte de la singularité de ces films par la commission européenne les qualifiant de « difficiles et à petit budget », les partenaires sociaux conviennent que les grilles de salaires minima fixés aux annexes I, II et III du titre II ne leur sont pas obligatoirement applicables. Un encadrement spécifique et décrit dans les titres ci-après est toutefois prévu pour ces films. »

## **Article 3**

### *Modification du titre II de la CCNPC*

Le préambule de l'article 1<sup>er</sup> du titre II de la CCNPC est complété comme suit :

« Pour l'application de l'avant dernier paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la présente convention collective, concernant les films de fiction de longue durée dont le budget prévisionnel ne dépasse pas 1 million d'euros de dépenses extérieures à la société de production (hors imprévus), les partenaires sociaux conviennent que le régime spécifique suivant est nécessaire pour les films d'initiative française :

- la masse salariale effective brute des personnels techniques sous contrat de travail de droit français est au moins égale à 15 % des dépenses françaises du budget du film.

Le producteur précisera le calcul de ce ratio dans son dossier d'agrément;

- le producteur prévoit un intéressement aux recettes nettes d'exploitation consistant en l'attribution d'une participation aux recettes nettes producteur du film. Les conditions et les modalités de cet intéressement doivent être communiquées aux salariés avant leur 1<sup>er</sup> jour de travail. À partir de 10 mois à compter de la sortie du film et au plus tard dans un délai de 18 mois à compter de cette date, le producteur leur transmet une reddition de comptes. »

## **Article 4**

### *Modification de l'annexe III du titre II de la CCNPC*

L'annexe III du titre II « Techniciens de la production cinématographique » de la CCNPC est désormais rédigée comme suit :

#### **« Annexe III**

#### **Intéressement aux recettes d'exploitation**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Champ d'application*

Le recours à l'application de l'annexe III pour la production de films tels que fixés dans celle-ci est lié au choix du producteur. Le producteur peut choisir de ne pas y recourir.

Le recours aux dispositions de l'annexe III s'applique exclusivement à la production de films de long-métrage agréés.

Pour l'application de la présente annexe, les partenaires sociaux décident de la mise en place d'une commission paritaire.

Elle est présidée par un des représentants du collège employeurs.

Le fonctionnement de cette commission paritaire est régi par un règlement intérieur.

Cette commission a pour charge d'examiner, préalablement aux demandes d'agrément fixées par le code du cinéma et de l'image animée, les demandes des entreprises de production qui souhaiteraient recourir à l'annexe III pour les productions de leurs films.

La commission fera parvenir au producteur et au CNC sa décision d'acceptation ou de refus.

Le producteur ne peut passer outre cette décision conventionnelle et présenter valablement au CNC une demande d'agrément au bénéfice du soutien financier de l'État.

## Article 2

### *Critères*

L'intéressement aux recettes d'exploitation consiste en l'attribution d'une participation aux « recettes nettes producteur » d'un film qui remplit les 6 critères cumulatifs suivants.

#### 1. Le budget

Pour les films de fiction, le budget prévisionnel ne dépasse pas 3,1 millions d'euros de dépenses extérieures à la société de production, étant précisé que ces budgets s'entendent hors imprévus.

Pour les films documentaires, le budget prévisionnel ne dépasse pas 0,6 million d'euros de dépenses extérieures à la société de production, étant précisé que ces budgets s'entendent hors imprévus.

#### 2. Le ratio de 18 %

La masse salariale effective brute des personnels techniques sous contrat de travail de droit français est au moins égale à 18 % des dépenses françaises du budget prévisionnel du film.

#### 3. Le ratio de 80 %

Pour les films de fiction, la masse salariale effective brute des personnels techniques (hors rémunération salariale du réalisateur technicien) représente au moins 80 % d'un poste regroupant les rémunérations brutes des auteurs, producteurs et titulaires des rôles principaux (incluant les BNC), ainsi que les commissions d'agents telles qu'elles sont prévues dans le budget prévisionnel du film hors imprévus.

Pour les films documentaires, la masse salariale effective brute des personnels techniques (rémunération salariale du réalisateur technicien incluse) représente au moins 80 % d'un poste regroupant les rémunérations brutes des auteurs, producteurs et artistes interprètes (incluant les BNC), ainsi que les commissions d'agents telles qu'elles sont prévues dans le budget prévisionnel du film hors imprévus.

#### 4. La réunion préalable de l'équipe

Dans les 2 mois qui précèdent la présentation du dossier à la commission, le producteur s'engage à réunir le (la) réalisateur(trice) et les chefs de poste engagés ou pressentis (directeur de production, directeur de la photographie, chef décorateur, 1<sup>er</sup> assistant-réalisateur, régisseur, chef monteur, etc.) et tout autre technicien qu'il estimera nécessaire d'inviter pour leur exposer explicitement l'état des financements du film et le devis prévisionnel et, le cas échéant, le plan de travail.

Cette réunion a pour but d'examiner la nécessité et les conditions de recours à l'annexe III.

#### 5. La localisation du tournage

L'annexe III s'applique pour la production de films agréés, majoritairement tournés en France, sauf raisons artistiques liées au scénario.

## 6. Le plafonnement obligatoire du salaire pour les artistes interprètes

Conformément à l'annexe III.1 C du titre III de la CCNPC, les salaires consentis aux artistes interprètes sont obligatoirement inférieurs ou égaux à cinq fois le salaire minimum prévu par l'annexe précitée.

Au vu du dossier transmis par le producteur, la commission vérifie que les six critères énumérés ci-dessus sont remplis.

L'examen de la commission porte exclusivement sur les six critères précités.

Ces critères devront être confirmés à l'agrément de production, étant précisé que la consommation des imprévus portant le budget au-delà de 3,1 millions d'euros devra donner lieu à un examen par la commission paritaire, qui confirmera ou non le bénéfice de l'annexe.

### Article 3

#### *Salaires d'application obligatoire pour les films agréés*

Les salaires minima hebdomadaires inférieurs à un socle de 779,22 € bruts de la grille des salaires de l'annexe I et de l'annexe II ne sont pas éligibles à l'annexe III.

Les salaires minima conventionnels de l'annexe III sont calculés en appliquant la formule suivante : socle de 779,22 € + (35 % (salaire hebdomadaire annexe I – 779,22 €)).

La valeur de ce socle évolue proportionnellement aux réévaluations de salaires négociées par les partenaires sociaux de la branche de la production cinématographique dans le cadre des négociations semestrielles obligatoires ou de toute autre négociation.

Le producteur peut fixer un pourcentage supérieur à 35 % à condition qu'il soit appliqué de manière identique à tous les techniciens éligibles à l'annexe III.

Dans ce cas, le producteur transmet une note à la commission dans laquelle il précise le pourcentage appliqué.

Lorsque le nombre d'heures de travail garanties s'inscrit dans un décompte de durée de présence d'équivalence, le salaire minimum garanti est calculé en respectant les modalités suivantes :

1. Un taux horaire est calculé comme suit : salaire de référence garanti pour 39 heures de travail en application de l'annexe III du titre II/40.

2. Ce taux horaire est multiplié par le nombre d'heures de travail garanti avec équivalences, avec application d'une majoration de 25 % de la 36<sup>e</sup> à la 43<sup>e</sup> heure, de 50 % de la 44<sup>e</sup> à la 48<sup>e</sup> heure et de 75 % à partir de la 49<sup>e</sup> heure.

L'ensemble des majorations appliquées (travail de nuit, travail du dimanche, contrats courts, etc.) sont celles de la CCNPC.

Les grilles de salaires minima applicables aux salariés relevant de la présente annexe III figurent en annexe du titre II de la CCNPC.

### Article 4

#### *Définition de l'intéressement*

L'intéressement consiste à différer le paiement d'une partie du salaire avec une majoration compensatoire en raison de son caractère aléatoire.

L'intéressement aux recettes d'exploitation consiste en l'attribution d'une participation aux « recettes nettes producteur » d'un film.

## Article 5

### *Montant de l'intéressement*

Le montant placé en intéressement est égal à deux fois la différence entre le montant hebdomadaire du salaire prévu par la grille des salaires de l'annexe I ou de l'annexe II du titre II de la CCNPC et le salaire perçu par le salarié dans le cadre de l'application de la présente annexe.

## Article 6

### *Versement de l'intéressement*

Le versement de cet intéressement intervient de la façon suivante :

Sur 100 % de toutes les recettes nettes – France et étranger – des producteurs délégués issues de l'exploitation du film (salles, diffusion à la télévision, vidéogrammes et tout autre support connu ou inconnu à ce jour), 50 % sont délégués au paiement du salaire producteur et des frais généraux dans la limite de 12 % du budget du film et 50 % au salaire différé des techniciens de la production cinématographique, charges sociales comprises, dans la limite du montant prévu à l'article 5 de la présente annexe.

La part des recettes nettes des producteurs délégués disponible et dévolue au paiement des salaires différés est répartie entre les salariés bénéficiaires de l'annexe III, après application d'un prorata tenant compte du montant de l'intéressement revenant à chacun.

## Article 7

### *Périodicité de versement*

Chaque année, pendant une durée de 5 ans à compter de la sortie du film, le producteur transmet des redditions de comptes aux salariés bénéficiaires d'intéressements en vertu de l'annexe III.

La première reddition de comptes doit être communiquée aux salariés à partir de 10 mois à compter de la sortie du film et au plus tard dans un délai de 18 mois à compter de cette date.

Chaque reddition de comptes doit être détaillée, préciser les montants d'intéressements revenant aux salariés bénéficiaires et être dûment certifiée par le producteur.

Les versements des intéressements dus aux salariés qui en sont bénéficiaires interviennent dans les 2 mois de la transmission de chaque reddition de comptes et font l'objet de bulletins de paie.

## Article 8

### *Transparence de l'intéressement*

Les partenaires sociaux rappellent que, conformément au code du cinéma et de l'image animée, le producteur doit transmettre le compte d'exploitation à toute personne physique ou morale avec laquelle il conclut un contrat lui conférant un intéressement aux recettes d'exploitation de l'œuvre.

La transmission du compte d'exploitation aux différentes personnes intéressées relève donc de la responsabilité du producteur. Pour la mise en œuvre de cette transmission, le producteur pourra s'appuyer sur les outils numériques susceptibles de la faciliter que le CNC pourra être amené à proposer, comme la mise en place d'une blockchain.

## Article 9

### *Bilan de l'activité de la commission paritaire*

La commission paritaire se réunira annuellement afin d'établir un bilan.

Les partenaires sociaux conviennent de tirer un bilan annuel du dispositif, afin qu'en moyenne annuelle seuls 20 % des films de long-métrage agréés puissent appliquer le dispositif prévu à la présente annexe.

Il est entendu que le seuil de 20 % du nombre de films de long-métrage agréés s'apprécie sur une durée de 5 années à dater de l'entrée en vigueur de l'annexe.

À l'issue d'un délai de 3 ans à compter de l'extension du présent accord, les partenaires sociaux se réuniront afin d'examiner les effets de l'application de l'annexe et de son règlement intérieur ainsi que ceux concernant les montants d'intéressements revenant aux techniciens, afin d'avoir un aperçu d'ensemble.

## Article 10

### *Durée de validité de l'annexe III*

Le dispositif de l'annexe III « Intéressement aux recettes d'exploitation » de la CCNPC est applicable pour une durée de 5 ans à compter de l'extension du présent avenant et au plus tard, à compter de l'expiration de l'annexe III telle que prévue par l'avenant du 8 octobre 2013, étendu et publié au *Journal officiel* le 10 avril 2015, soit à compter du 11 avril 2020, sans clause de tacite reconduction.

Il est précisé que les règles applicables à la société de production lors de l'octroi de la dérogation et lors de la confirmation de la dérogation sont celles qui étaient en vigueur au moment du dépôt de la demande de dérogation.

Les partenaires sociaux se réunissent au cours de la 4<sup>e</sup> année pour examiner l'opportunité de proroger ou de modifier cette dérogation.

Durant cette période, les partenaires sociaux étudieront avec les pouvoirs publics l'amélioration du financement des films entrant dans le cadre de l'annexe III.

Toute dénonciation antérieure à la date prévue par le précédent alinéa du présent article vaut dénonciation du titre II « Personnels technique » de la convention collective nationale de la production cinématographique.

La dénonciation du titre II « Personnels technique » de la convention collective nationale de la production cinématographique vaut dénonciation du présent accord. »

## Article 5

### *Règlement intérieur de la commission paritaire prévue à l'annexe III du titre II de la CCNPC*

Le règlement intérieur de la commission paritaire prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe III du titre II de la CCNPC figure en annexe au présent avenant.

## Article 6

### *Grilles de salaires de l'annexe III du titre II de la CCNPC*

Les grilles de salaires de l'annexe III du titre II figurent en annexe du présent avenant.

Les valeurs mentionnées sont calculées conformément aux stipulations de l'article 3 de l'annexe III du titre II de la CCNPC.

## Article 7

### *Dispositions finales*

Tous les articles correspondants de la CCNPC sont, en tant que de besoin, modifiés en conséquence, et notamment l'article 36 du titre 1<sup>er</sup>.

## Article 8

### *Entrée en vigueur et extension*

Il est convenu que le présent avenant s'applique à compter de la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*, sous réserve des modalités spécifiques d'entrée en vigueur de l'annexe III du titre II de la CCNPC telles que prévues à son article 10.

L'extension du présent avenant est sollicitée par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2661-1 du code du travail.

**Annexes**

- Annexe I : règlement intérieur de la commission paritaire prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'annexe III du titre II de la CCNPC ;
- Annexe II : grilles des salaires minima garantis en application de l'annexe III du titre II de la CCNPC

Fait à Paris, le 25 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION PARITAIRE PRÉVUE À L'ARTICLE 1<sup>ER</sup> DE L'ANNEXE III DU TITRE II DE LA CCNPC

---

#### PRÉAMBULE

Vu les dispositions de l'annexe III – Intéressement aux recettes d'exploitation – du titre II de la convention collective nationale de la production cinématographique,

Les partenaires sociaux du champ de la convention collective nationale de la production cinématographique (CCNPC) instituent la commission paritaire (ci-après, la commission) visée à l'annexe III ainsi que ses modalités de fonctionnement et de validation des films cinématographiques pour lesquels les producteurs adressent une demande à la commission aux fins de leur permettre de bénéficier du dispositif de l'annexe III.

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Composition de la commission*

La commission est composée paritairement de deux collèges : un collège représentant les organisations représentatives d'employeurs, un collège représentant les organisations syndicales représentatives de salariés.

Chaque organisation représentative dispose d'un siège titulaire et d'un siège suppléant.

Chaque collège dispose du même nombre de voix, quel que soit le nombre d'organisations qui les composent.

En cas de nombre différent entre les organisations représentatives d'employeurs et les organisations représentatives de salariés, il sera appliqué un multiplicateur du nombre de voix afin de rétablir une égalité des voix entre les différentes organisations représentatives.

La commission est présidée par un représentant du collège employeur.

Le secrétariat de la commission est assuré par une organisation du collège employeurs.

#### Article 2

##### *Tenue des réunions*

Le secrétariat de la commission adresse aux membres titulaires et suppléants une convocation aux réunions accompagnée des demandes de dérogation transmises par les sociétés de production.

Les suppléants peuvent assister aux côtés du titulaire aux réunions de la commission mais n'ont pas voix délibérative.

En cas d'indisponibilité du titulaire et du suppléant à participer à l'une des réunions, le titulaire peut donner un pouvoir à l'un des représentants issus de son collège. Il le transmet préalablement au secrétariat de la commission.

Le quorum est atteint dès lors que la moitié des membres de chacun des collèges est présente ou représentée.

Au cas où le quorum d'un des deux collèges ne serait pas atteint, le président convoquera une 2<sup>e</sup> réunion qui ne sera pas soumise à l'obligation de quorum.

Les membres de la commission paritaire peuvent être convoqués par voie électronique et la commission paritaire peut également délibérer par voie électronique.

## Article 3

### *Fonctionnement de la commission*

#### Examen préalable à la demande d'agrément des investissements

Les entreprises de production de films cinématographiques qui souhaitent pouvoir bénéficier du dispositif de l'annexe III doivent transmettre préalablement au dossier d'agrément des investissements et au tournage du film, une demande de dérogation au bénéfice de ladite annexe aux membres de la commission susvisée.

La société de production informe le centre national du cinéma et de l'image animée de cette demande de dérogation.

Cette demande et ses annexes listées ci-dessous doivent être adressées par voie électronique à la commission. Elle comprend :

- le devis prévisionnel détaillé du film selon le modèle utilisé pour l'agrément des films de long-métrage ;
- un formulaire faisant apparaître :
  - le montant de la masse salariale brute prévisionnelle – hors cotisations patronales – des personnels techniques sous contrat de travail de droit français, salaire du réalisateur inclus, calculé *a minima* sur la base de la grille des salaires de l'annexe III., postes <sup>(1)</sup> 22 à 27 et les commissions d'agents afférentes au réalisateur et aux techniciens contenues dans le poste 29 ;
  - le montant de la masse salariale brute prévisionnelle – hors cotisations patronales – des personnels techniques, hors salaire brut du réalisateur, postes 23 à 27 et les commissions d'agents afférentes aux techniciens contenues dans le poste 29 ;
  - le montant des rémunérations brutes des auteurs, postes 11, 12, 13, 14 et les commissions d'agents afférentes aux auteurs contenues dans le poste 19 ;
  - le montant des rémunérations du ou des producteurs, poste 21 ;
  - le montant des rémunérations des rôles principaux, poste 31 (bénéfices non commerciaux inclus) et le montant des commissions d'agents afférentes aux rôles principaux contenues dans le poste 39 ;
- le synopsis du film ;
- l'attestation du producteur concernant la tenue de la réunion préalable de l'équipe, mentionnant notamment la date et les participants.

Cette demande doit remplir les six critères fixés à l'article 2 de l'annexe III.

L'examen de la commission porte exclusivement sur les 6 critères prévus à cet article 2.

Le choix du producteur de recourir au dispositif de l'annexe III s'impose à l'ensemble des salariés de l'équipe.

Au vu de l'ensemble des informations transmises par le producteur, sauf décision contraire de la commission paritaire motivée par le non-respect d'un des critères visés au présent article et communiquée préalablement à la commission d'agrément des investissements dont l'ordre du jour comprend le film concerné, la dérogation sera accordée.

#### Examen préalable à la demande d'agrément de production

Préalablement à l'agrément de production, le producteur devra demander la confirmation de sa dérogation au bénéfice de l'annexe III auprès de la commission paritaire. Il informe le centre national du cinéma et de l'image animée de cette demande.

---

(1) Ces postes correspondent aux lignes figurant sur la fiche « devis » de la demande d'agrément type du CNC.



Cette demande et les annexes listées ci-dessous sont transmises par voie électronique au secrétariat. Elle comprend :

1. Le coût définitif du film tel que communiqué pour l'agrément de production des films de long-métrage.
2. Un formulaire faisant apparaître :
  - le montant de la masse salariale brute définitive – hors cotisations patronales – des personnels techniques sous contrat de travail de droit français, salaire du réalisateur inclus, postes <sup>(1)</sup> 22 à 27 et les commissions d'agents afférentes aux réalisateurs et techniciens contenues dans le poste 29 ;
  - le montant de la masse salariale brute définitive – hors cotisations patronales – des personnels techniques, hors salaire brut du réalisateur technicien, postes 23 à 27 et les commissions d'agents afférentes aux techniciens contenues dans le poste 29 ;
  - le montant des rémunérations brutes des auteurs, postes 11, 12, 13, 14 et les commissions d'agents afférentes aux auteurs contenues dans le poste 19 ;
  - le montant des rémunérations du ou des producteurs, poste 21 ;
  - le montant des rémunérations des rôles principaux, poste 31 (bénéfices non-commerciaux inclus) et le montant des commissions d'agents afférentes aux rôles principaux et contenues dans le poste 39.
3. La liste nominative des personnels techniques ayant participé à la réalisation du film ainsi que leurs titres de fonctions, en faisant apparaître le nombre de semaines travaillées, le montant brut de la rémunération versée à chacun des techniciens et le montant de l'intéressement qui découle du montant brut du salaire perçu.
4. L'attestation du producteur concernant le plafonnement des cachets des comédiens.

La commission vérifie que les critères fixés à l'article 2 de l'annexe III sont remplis par le producteur afin de confirmer la décision d'acceptation que celle-ci avait donnée lors de l'agrément des investissements.

Au vu de l'ensemble des éléments transmis et sauf décision contraire de la commission paritaire motivée par le non-respect de l'un des critères requis, la dérogation est confirmée.

Si au moins 1/3 des organisations présentes ou représentées le demandent et le motivent par le non-respect de l'un des critères requis, la commission se prononce sur la confirmation de la dérogation. Dans ce cas, la décision de confirmation de la commission est prise à la majorité des voix exprimées.

En cas d'égalité des voix, la commission ajourne le dossier et auditionne le producteur lors d'une commission ultérieure afin de recueillir des précisions et informations complémentaires.

À l'issue de cette deuxième réunion de la commission, sauf décision contraire de la commission paritaire motivée par le non-respect de l'un des critères requis, la dérogation est accordée.

Si au moins 1/3 des organisations présentes ou représentées le demandent et le motivent par le non-respect de l'un des critères requis, la commission se prononce sur la confirmation de la dérogation. Dans ce cas, la décision de confirmation de la commission est prise à la majorité des voix exprimées.

Dans le cas où la dérogation n'est pas accordée, il est demandé au producteur de procéder aux régularisations nécessaires pour remplir effectivement l'ensemble des critères fixés par l'article 2 de l'annexe III pour des motifs et à l'issue d'un délai que la commission détermine.

À défaut de régularisation dans le délai précité, le producteur devra régulariser la situation salariale des personnels concernés en conformité avec la convention collective.

---

(1) Ces postes correspondent aux lignes figurant sur la fiche « devis » de la demande d'agrément type du CNC.

En cas d'égalité des voix, la dérogation est réputée définitivement accordée pour le seul bénéfice des aides sollicitées par le producteur et notamment celles relatives à l'agrément de production et à l'agrément définitif de crédit d'impôt.

#### **Article 4**

##### *Suivi de l'activité de la commission*

La commission paritaire se réunit annuellement afin de faire un état du nombre de films ayant bénéficié de l'annexe III, conformément aux stipulations de l'article 9 de ladite annexe.

L'assiette du calcul prévu au titre de l'article 9 de l'annexe III du titre II repose sur le bilan annuel de l'année N. – 1, établi par le centre national du cinéma et de l'image animée. Sauf disposition transitoire, l'année d'exercice de la commission est une année civile du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

La commission informe les organisations de salariés et les organisations de producteurs dès lors que le nombre de films ayant bénéficié du dispositif de l'annexe III du titre II atteint 2/3 du plafond fixé par l'annexe, afin que celles-ci débattent des modalités éventuelles d'application du plafond à envisager pour ne pas perturber les projets de films envisagés.

#### **Article 5**

##### *Entrée en vigueur*

Le présent règlement intérieur fait partie intégrante de l'annexe III.

Il est conclu en application des dispositions propres à ladite Annexe pour une durée déterminée de 5 ans.

Il entre en vigueur au même moment que l'annexe III, soit à compter de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de l'avenant du 25 octobre 2019 et au plus tard, à compter de l'expiration de l'annexe III telle que prévue par l'avenant du 8 octobre 2013, étendu et publié au *Journal officiel* le 10 avril 2015, soit à compter du 11 avril 2020.

Il sera déposé auprès de la direction générale du travail par la partie la plus diligente.

## ANNEXE II

### GRILLES DES SALAIRES MINIMA GARANTIS EN APPLICATION DE L'ANNEXE III DU TITRE II DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

#### Article 1<sup>er</sup>

#### *Grille des salaires minima garantis sur une base de 39 heures et montant des indemnités repas et casse-croûte*

(applicable sur dossier examiné par la commission paritaire  
prévue à l'annexe III du titre II de la CCNPC)

Les salaires minima sont garantis sur une base de 39 heures : 35 heures au salaire horaire de base plus 4 heures majorées de 25 %.

Au-delà de 779,22 €, le montant du salaire minimum garanti est égal à 779,22 € augmenté de 35 % de la différence entre le salaire de référence et les 779,22 €.

(En euros.)

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE DE RÉFÉRENCE
Auxiliaire de réalisation cinéma	484,47	0,00	484,47
technicien retour image cinéma	484,47	0,00	484,47
Assistant scripte cinéma	484,47	0,00	484,47
Assistant au chargé de la figuration cinéma	484,47	0,00	484,47
Assistant comptable de production cinéma	484,47	0,00	484,47
Auxiliaire de régie cinéma	484,47	0,00	484,47
3 <sup>e</sup> assistant décorateur cinéma	484,47	0,00	484,47
2 <sup>e</sup> assistant monteur cinéma	508,69	0,00	508,69
Habilleur cinéma	806,44	101,12	857,00
Tapissier de décor cinéma	806,44	101,12	857,00
Secrétaire de production cinéma	822,62	161,18	903,21
Costumier cinéma	858,46	294,32	1 005,62
Couturier cinéma	858,46	294,32	1 005,62
teinturier patineur costumes cinéma	858,46	294,32	1 005,62
Coiffeur cinéma	858,46	294,32	1 005,62
Assistant maquilleur cinéma	858,46	294,32	1 005,62
2 <sup>e</sup> assistant-réalisateur cinéma	860,76	302,86	1 012,19
Chargé de la figuration cinéma	860,76	302,86	1 012,19
Répétiteur cinéma	860,76	302,86	1 012,19
Responsable des enfants cinéma	860,76	302,86	1 012,19
Régisseur adjoint cinéma	860,76	302,86	1 012,19
Administrateur adjoint comptable cinéma	860,76	302,86	1 012,19

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE DE RÉFÉRENCE
2 <sup>e</sup> assistant opérateur cinéma	860,76	302,86	1 012,19
1 <sup>er</sup> assistant monteur cinéma	878,47	368,64	1 062,79
Assistant monteur son cinéma	878,47	368,64	1 062,79
Photographe de plateau cinéma	930,55	562,08	1 211,59
Accessoiriste de plateau cinéma	930,55	562,08	1 211,59
Accessoiriste de décor cinéma	930,55	562,08	1 211,59
Animatronicien cinéma	930,55	562,08	1 211,59
Assistant opérateur du son cinéma	932,45	569,12	1 217,01
Assistant bruiteur	953,74	648,24	1 277,86
Assistant mixeur cinéma	953,74	648,24	1 277,86
Assistant effets physiques cinéma	932,45	569,12	1 217,01
2 <sup>e</sup> assistant décorateur cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Infographiste de décors cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Illustrateur de décors cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Chef tapissier cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Régisseur d'extérieurs cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Chef d'atelier costumes cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Chef coiffeur cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Chef maquilleur cinéma	947,26	624,12	1 259,32
1 <sup>er</sup> assistant opérateur cinéma	962,20	679,66	1 302,03
Technicien d'appareils télécommandés (prise de vues) cinéma	962,20	679,66	1 302,03
Peintre d'art de décor cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Scripte cinéma	943,67	610,82	1 249,08
Administrateur de production cinéma	962,20	679,66	1 302,03
1 <sup>er</sup> assistant costume cinéma	973,62	722,04	1 334,64
1 <sup>er</sup> assistant décorateur cinéma	986,62	770,36	1 371,80
Ensemblier cinéma	986,62	770,36	1 371,80
1 <sup>er</sup> assistant à la distribution des rôles ci- néma	1 001,83	826,86	1 415,26
Coordinateur de postproduction cinéma	1 026,60	918,84	1 486,02
Régisseur général cinéma	1 001,83	826,86	1 415,26

(En euros.)

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE DE RÉFÉRENCE
1 <sup>er</sup> assistant-réalisateur cinéma	1 001,83	826,86	1 415,26
Chef monteur son cinéma	1 062,79	1 053,24	1 589,41

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE DE RÉFÉRENCE
Conseiller technique à la réalisation cinéma	1 094,36	1 170,52	1 679,62
Cadreur cinéma	1 094,36	1 170,52	1 679,62
Chef monteur cinéma	1 123,75	1 279,70	1 763,60
Cadreur spécialisé cinéma	1 157,20	1 403,92	1 859,16
Chef costumier cinéma	1 157,20	1 403,92	1 859,16
Chef opérateur du son cinéma	1 157,20	1 403,92	1 859,16
Bruiteur	1 219,41	1 634,98	2 036,90
Mixeur cinéma	1 219,41	1 634,98	2 036,90
Ensemblier décorateur cinéma	1 157,20	1 403,92	1 859,16
Superviseur d'effets physiques cinéma	1 157,20	1 403,92	1 859,16
Créateur de costumes cinéma	1 417,91	2 372,30	2 604,06
Directeur de production cinéma	1 430,16	2 417,78	2 639,05
Chef décorateur cinéma	1 430,16	2 417,78	2 639,05
Directeur de la photographie cinéma	1 442,74	2 464,50	2 674,99
Technicien réalisateur 2 <sup>e</sup> équipe cinéma	1 442,74	2 464,50	2 674,99
Réalisateur cinéma (*)	1 531,41	2 793,86	2 928,34
Machiniste de prise de vues cinéma	839,61	224,30	951,76
Électricien de prise de vues cinéma	839,61	224,30	951,76
Conducteur de groupe cinéma	866,65	324,76	1 029,03
Sous-chef machiniste de prise de vues cinéma	860,51	301,96	1 011,49
Sous-chef électricien de prise de vues cinéma	860,51	301,96	1 011,49
Chef machiniste de prise de vues cinéma	909,59	484,22	1 151,70
Chef électricien de prise de vues cinéma	909,59	484,22	1 151,70
Maçon de décor cinéma	850,69	265,44	983,41
Machiniste de construction cinéma	851,73	269,34	986,40
Électricien de construction cinéma	851,73	269,34	986,40
Peintre de décor cinéma	867,81	329,04	1 032,33
Menuisier de décor cinéma	867,47	327,80	1 031,37
Peintre en lettres de décor cinéma	886,65	399,04	1 086,17
Peintre faux bois et patine décor cinéma	886,65	399,04	1 086,17
Serrurier de décor cinéma	886,65	399,04	1 086,17
Menuisier-traceur de décor cinéma	886,65	399,04	1 086,17
Staffeur de décor cinéma	886,65	399,04	1 086,17
Menuisier toupilleur de décor cinéma	912,75	495,96	1 160,73
Maquettiste de décor cinéma	912,75	495,96	1 160,73

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE DE RÉFÉRENCE
Sculpteur de décor cinéma	923,01	534,10	1 190,06
Sous-chef machiniste de décor cinéma	878,12	367,36	1 061,80
Sous-chef électricien de décor cinéma	878,12	367,36	1 061,80
Sous-chef peintre de décor cinéma	881,75	380,80	1 072,15
Sous-chef menuisier de décor cinéma	911,21	490,26	1 156,34
Sous-chef staffeur de décor cinéma	911,21	490,26	1 156,34
Chef machiniste de construction cinéma	928,09	552,92	1 204,55
Chef électricien de construction cinéma	928,09	552,92	1 204,55
Chef peintre de décor cinéma	931,71	566,40	1 214,91
Chef menuisier de décor cinéma	947,54	625,16	1 260,12
Chef staffeur de décor cinéma	947,54	625,16	1 260,12
Chef serrurier de décor cinéma	947,54	625,16	1 260,12
Chef sculpteur de décor cinéma	947,62	625,50	1 260,37
Chef constructeur cinéma	1 009,7	856,04	1 437,72
(*) Le dispositif prévu à l'article 52 du chapitre X du titre II fixant un tarif mensuel abattu pour les réalisateurs cinéma ne peut en aucun cas s'appliquer pour les films bénéficiant de la présente annexe.			

(En euros.)

Montant de l'indemnité repas :	17,61
Montant de l'indemnité casse-croûte :	7,15

## Article 2

### *Grille des salaires minima garantis pour les durées hebdomadaires de travail comprenant des durées d'équivalence*

(applicable sur dossier examiné par la commission paritaire prévue à l'annexe III du titre II de la CCNPC)

En référence aux dispositions de l'article 30 de la présente convention, pour les périodes de tournage exclusivement et pour certaines catégories de fonctions ci-après fixées, le nombre d'heures hebdomadaires de travail effectif minimum garanti et rémunéré s'inscrit dans une durée d'équivalence fixée respectivement sur la base de 1 semaine de travail en 5 jours et sur la base de 1 semaine de travail en 6 jours, ainsi que défini ci-après :

Salaires minima garantis correspondant aux heures de travail effectif incluant les seules majorations définies à l'article 37, chapitre VI et ne sont pas exclusifs de l'application des autres majorations spécifiques fixées dans le présent accord.

Au-delà de 779,22 €, le montant du salaire minimum garanti est égal à 779,22 € augmenté de 35 % de la différence entre le salaire de référence et les 779,22 €.

Il est à noter que les grilles de salaires relatives aux durées hebdomadaires de travail comprenant des durées d'équivalence ne sont pas obligatoirement applicables.

Rappel : Dans la CCNPC, les grilles de salaires minima garantis pour les durées hebdomadaires de travail comprenant des durées d'équivalence prévues à l'article 30 du titre II de la CCNPC ne sont pas obligatoirement applicables. En cas de recours à la grille des salaires minima garantis sur

une base de 39 heures, les heures supplémentaires éventuelles sont rémunérées conformément aux majorations prévues à l'article 37 du titre II de la CCNPC.

(En euros.)

FONCTION Hebdomadaire sur 5 jours	HEBDOMADAIRE SUR 5 JOURS				
	HEURE de travail effectif	DURÉE INCLUANT la durée d'équivalence	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE référence
Assistant scripte cinéma	42	45	529,89	0,00	529,89
3 <sup>e</sup> assistant décorateur cinéma	42	45	529,89	0,00	529,89
Accessoiriste de décor cinéma	42	45	1 017,79	614,76	1 325,17
Assistant opérateur du son cinéma	42	45	1 019,87	622,46	1 331,10
Régisseur d'extérieurs cinéma	42	45	1 032,14	668,08	1 366,18
Scripte cinéma	42	45	1 032,14	668,08	1 366,18
Ensemblier cinéma	42	45	1 079,12	842,58	1 500,41
Cadreur cinéma	42	45	1 196,96	1 280,26	1 837,09
Chef opérateur du son cinéma	42	45	1 265,69	1 535,56	2 033,47
Ensemblier décorateur cinéma	42	45	1 265,69	1 535,56	2 033,47
Directeur de production cinéma	42	46	1 564,24	2 644,44	2 886,46
Chef décorateur cinéma	42	46	1 564,24	2 644,44	2 886,46
Directeur de la photographie cinéma	42	46	1 578,00	2 695,52	2 925,76
Auxiliaire de régie cinéma	43	46	545,03	0,00	545,03
Auxiliaire de réalisation cinéma	43	46	545,03	0,00	545,03
Assistant au chargé de la figuration cinéma	43	46	545,03	0,00	545,03
Technicien retour image cinéma	43	46	545,03	0,00	545,03
Habilleur cinéma	43	46	907,25	113,74	964,12
Secrétaire de production cinéma	43	46	925,45	181,32	1 016,11
Coiffeur cinéma	43	46	965,77	331,12	1 131,33
Assistant maquilleur cinéma	43	46	965,77	331,12	1 131,33
2 <sup>e</sup> assistant-réalisateur cinéma	43	46	968,36	340,70	1 138,71
Chargé de la figuration cinéma	43	46	968,36	340,70	1 138,71
Costumier cinéma	43	46	965,77	331,12	1 131,33
Régisseur adjoint cinéma	43	46	968,36	340,70	1 138,71
2 <sup>e</sup> assistant opérateur cinéma	43	46	968,36	340,70	1 138,71
Accessoiriste de plateau cinéma	43	46	1 046,87	632,34	1 363,04
Chef coiffeur cinéma	43	46	1 061,63	687,14	1 405,2
Chef maquilleur cinéma	43	46	1 065,67	702,10	1 416,72
1 <sup>er</sup> assistant opérateur cinéma	43	46	1 082,48	764,62	1 464,79
Administrateur de production ciné- ma	43	46	1 082,48	764,62	1 464,79

FONCTION Hebdomadaire sur 5 jours	HEBDOMADAIRE SUR 5 JOURS				
	HEURE de travail effectif	DURÉE INCLUANT la durée d'équivalence	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE référence
1 <sup>er</sup> assistant costume cinéma	43	46	1 095,32	812,30	1 501,47
Régisseur général cinéma	43	46	1 127,06	930,20	1 592,16
1 <sup>er</sup> assistant-réalisateur cinéma	43	46	1 127,06	930,20	1 592,16
Chef costumier cinéma	43	46	1 301,85	1 579,84	2 091,77
Machiniste de prise de vues cinéma	46	47	1 039,02	277,56	1 177,80
Électricien de prise de vues cinéma	46	47	1 039,02	277,56	1 177,80
Conducteur de groupe cinéma	46	47	1 072,48	401,90	1 273,43
Sous-chef machiniste de prise de vues cinéma	46	47	1 064,88	373,70	1 251,73
Sous-chef électricien de prise de vues cinéma	46	47	1 064,88	373,70	1 251,73
Chef machiniste de prise de vues cinéma	46	47	1 125,62	599,22	1 425,23
Chef électricien de prise de vues cinéma	46	47	1 125,62	599,22	1 425,23

(En euros.)

FONCTION Hebdomadaire sur 6 jours	HEBDOMADAIRE SUR 6 JOURS				
	HEURE de travail effectif	DURÉE INCLUANT la durée d'équivalence	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE référence
Assistant scripte cinéma	51	55	699,45	0,00	699,45
3 <sup>e</sup> assistant décorateur cinéma	51	55	699,45	0,00	699,45
Accessoiriste de décor cinéma	51	55	1 343,48	811,50	1 749,23
Assistant opérateur du son cinéma	51	55	1 346,22	821,64	1 757,04
Régisseur d'extérieurs cinéma	51	55	1 362,42	881,88	1 803,36
Scripte cinéma	51	55	1 362,42	881,88	1 803,36
Ensemblier cinéma	51	55	1 424,43	1 112,22	1 980,54
Cadreur cinéma	51	55	1 579,98	1 689,96	2 424,96
Chef opérateur du son cinéma	51	55	1 670,71	2 026,94	2 684,18
Ensemblier décorateur cinéma	51	55	1 670,71	2 026,94	2 684,18
Directeur de production cinéma	51	56	2 064,79	3 490,68	3 810,13
Chef décorateur cinéma	51	56	2 064,79	3 490,68	3 810,13
Directeur de la photographie cinéma	51	56	2 082,96	3 558,10	3 862,01
Auxiliaire de régie cinéma	52	56	720,65	0,00	720,65
Auxiliaire de réalisation cinéma	52	56	720,65	0,00	720,65
assistant au chargé de la figuration cinéma	52	56	720,65	0,00	720,65



FONCTION Hebdomadaire sur 6 jours	HEBDOMADAIRE SUR 6 JOURS				
	HEURE de travail effectif	DURÉE INCLUANT la durée d'équivalence	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE référence
Technicien retour image cinéma	52	56	720,65	0,00	720,65
Habilleur cinéma	52	56	1 199,58	150,42	1 274,79
Secrétaire de production cinéma	52	56	1 223,65	239,74	1 343,52
Coiffeur cinéma	52	56	1 276,96	437,80	1 495,86
Assistant maquilleur cinéma	52	56	1 276,96	437,80	1 495,86
2 <sup>e</sup> assistant-réalisateur cinéma	52	56	1 280,38	450,52	1 505,64
Chargé de la figuration cinéma	52	56	1 280,38	450,52	1 505,64
Costumier cinéma	52	56	1 276,96	437,80	1 495,86
Régisseur adjoint cinéma	52	56	1 280,38	450,52	1 505,64
2 <sup>e</sup> assistant opérateur cinéma	52	56	1 280,38	450,52	1 505,64
Accessoiriste de plateau cinéma	52	56	1 384,19	836,10	1 802,24
Chef coiffeur cinéma	52	56	1 403,71	908,58	1 858,00
Chef maquilleur cinéma	52	56	1 409,05	928,38	1 873,24
1 <sup>er</sup> assistant opérateur cinéma	52	56	1 431,27	1 011,00	1 936,77
Administrateur de production cinéma	52	56	1 431,27	1 011,00	1 936,77
1 <sup>er</sup> assistant costume cinéma	52	56	1 448,26	1 074,04	1 985,28
Régisseur général cinéma	52	56	1 490,22	1 229,96	2 105,20
1 <sup>er</sup> assistant-réalisateur cinéma	52	56	1 490,22	1 229,96	2 105,20
Chef costumier cinéma	52	56	1 721,34	2 088,32	2 765,50
Machiniste de prise de vues cinéma	56	57	1 395,85	372,90	1 582,30
Électricien de prise de vues cinéma	56	57	1 395,85	372,90	1 582,30
Conducteur de groupe cinéma	56	57	1 440,81	539,92	1 710,77
Sous-chef machiniste de prise de vues cinéma	56	57	1 430,60	502,02	1 681,61
Sous-chef électricien de prise de vues cinéma	56	57	1 430,60	502,02	1 681,61
Chef machiniste de prise de vues cinéma	56	57	1 512,19	805,04	1 914,71
Chef électricien de prise de vues cinéma	56	57	1 512,19	805,04	1 914,71

**Accord professionnel**  
**IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**

ACCORD DU 8 NOVEMBRE 2019  
RELATIF AUX PRIMES ET AUX INDEMNITÉS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2020  
NOR : ASET1951438M

Entre :  
UFE ;  
UNEMIG,  
D'une part, et

CFE-CGC ;  
FCE CFDT ;  
FNEM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent accord, conclu en application de l'article L. 161-1 du code de l'énergie concerne la revalorisation des montants des primes, indemnités et remboursements de frais en vigueur.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Primes et indemnités assises sur le SNB*

Les primes et indemnités dont la base de calcul est le salaire national de base (SNB) évoluent en même temps que celui-ci et dans les mêmes proportions.

Il conviendra donc de se référer à la valeur du SNB au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et à son évolution par rapport à celle du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Article 2**

*Autres primes et indemnités*

Le montant de certaines primes et indemnités évolue au 1<sup>er</sup> janvier 2020 en fonction de la variation d'indices INSEE constatée au mois de septembre 2019.

**Frais de restauration**

S'agissant des « frais de restauration », les signataires conviennent, pour le présent accord, d'appliquer une évolution en fonction de la variation de l'indice INSEE entre l'année 2018 et l'année 2019, soit une augmentation de + 1,38 % du montant 2019.

## Prime de panier

Conformément à l'accord « relatif aux primes et indemnités au 1<sup>er</sup> janvier 2010 », sa valeur se voit appliquer la même évolution que celle des « frais de restauration », soit + 1,38 %.

## Frais d'hôtellerie <sup>(1)</sup>

S'agissant des « frais d'hôtellerie », les signataires conviennent, pour le présent accord, d'appliquer une évolution de + 1,76 % au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## Article 3

### *Dispositions finales*

#### 3.1. Champ d'application

Le présent accord s'applique, en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, aux entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Eu égard à la nature du dispositif relatif à la revalorisation des primes et indemnités dans la branche et à son caractère général, le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises de la branche des IEG, y compris les entreprises de moins de 50 salariés.

#### 3.2. Mise en œuvre de l'accord

À l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

Il entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt.

#### 3.3. Extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues par l'article L. 161-2 du code de l'énergie.

#### 3.4. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an et cessera de produire ses effets au 31 décembre 2020.

#### 3.5. Dépôt et publicité

À l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la notification, le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs signataires, des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 8 novembre 2019.

(Suivent les signatures.)

(1) Les variations d'indices INSEE suivantes sont constatées :

	Sept 2018	Sept 2019	% reval	Valeur (€)
Hôtellerie	109,69	111,62	1,76	/
Restauration	104,83	106,28	1,38	/
Panier	104,83	106,28	1,38	7,73

Brochure n° 3368

**Accord professionnel**  
**IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**

AVENANT N° 3 DU 8 NOVEMBRE 2019  
À L'ACCORD DU 29 MAI 2008 RELATIF À LA MISE EN PLACE  
D'UN PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES (PEI)  
NOR : ASET1951441M

Entre :  
UFE ;  
UNEMIG,  
D'une part, et  
CFE-CGC ;  
FCE CFDT ;  
FNME CGT ;  
FNEM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet de modifier l'accord relatif à la mise en place d'un plan épargne interentreprises (PEI de branche) dans les industries électriques et gazières, conclu le 29 mai 2008, afin de modifier l'article 2 et d'ajouter un fonds commun de placement.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

L'article 2 de l'accord est désormais rédigé comme suit :

La mise en place du plan d'épargne interentreprises de branche s'applique aux entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières, y compris les entreprises de moins de 50 salariés également concernées par la mise en place d'un PEI de branche, à la condition que ces entreprises ne disposent pas d'un PEE ou un PEG.

En conséquence, une entreprise qui met un terme à son propre plan d'épargne, entre dans le champ d'application du PEI de la branche professionnelle. À l'inverse, une entreprise qui crée son propre plan d'épargne ne relève plus du PEI de branche.

Le présent accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

## Article 2

### *Affectation des sommes épargnées*

Afin d'élargir le choix de placement offert aux épargnants, il a été décidé d'ajouter le fonds commun de placement Egepargne actions monde ISR.

Ce fonds socialement responsable est en cohérence avec les valeurs et les politiques de développement durable des entreprises de la branche des IEG.

L'article 7 de l'accord est désormais rédigé comme suit :

Les fonds communs de placement d'entreprise proposés aux bénéficiaires comme support de placement sont les suivants :

- Egepargne 1 obligataire ;
- Egepargne 2 diversifié ;
- Egepargne monétaire ;
- Egepargne actions croissance euro ;
- Impact ISR rendement solidaire ;
- Egepargne actions monde ISR.

Les DICI (document d'informations clés pour l'investisseur) de ces fonds sont annexés à l'accord.

Les porteurs de parts d'un fonds commun de placement d'entreprise peuvent demander l'arbitrage de tout ou partie de leurs avoirs vers un autre fonds commun de placement d'entreprise.

Cette demande s'analyse en un rachat suivi d'un investissement en parts de FCPE. Cet investissement est effectué sur la valeur liquidative qui suit la réception des instructions d'affectation des sommes par bénéficiaire et par FCPE, et la constatation de la réception des sommes correspondantes sur le compte d'opérations en instance, dans un délai maximum de 5 jours ouvrés et conformément aux modalités prévues dans le règlement du (ou des) FCPE concerné(s). L'opération ainsi réalisée est sans effet sur la durée de blocage et n'ouvre pas droit à un nouvel abondement.

L'entreprise prend en charge au minimum une modification annuelle de choix de placement, à l'exception de la part variable quand elle existe.

## Article 3

### *Gestionnaires financiers des FCPE*

La dénomination des gestionnaires financiers de l'article 9 de l'accord est modifiée comme suit :

Les FCPE Egepargne 1 obligataire, Egepargne 2 diversifié et impact ISR rendement solidaire sont gérés par le gestionnaire financier Natixis investment managers international dont le siège social est situé 43, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris.

Le FCPE Egepargne actions croissance euro est géré par le gestionnaire AXA investment managers Paris dont le siège social est situé tour Majunga, La Défense 9, 6, place de la Pyramide, 92800 Puteaux.

Les FCPE Egepargne monétaire et Egepargne actions monde ISR est géré par le gestionnaire CPR ASSET management dont le siège social est situé 90, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

## Article 4

### *Dispositions finales*

#### Article 4.1

##### *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant entre en vigueur le lendemain du jour de la date de dépôt. Il est conclu pour une durée indéterminée dans le respect des dispositions légales.

Les autres dispositions de l'accord demeurent inchangées.

#### **Article 4.2**

##### *Notification, dépôt, publicité*

À l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent avenant sera notifié aux quatre fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

À l'expiration d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent avenant fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par le code du travail.

#### **Article 4.3**

##### *Procédure d'extension de l'avenant*

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant aux ministères chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues à l'article L. 162-2 du code de l'énergie.

Fait à Paris, le 8 novembre 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3368

**Accord professionnel**  
**IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**

AVENANT N° 4 DU 8 NOVEMBRE 2019  
À L'ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2008 RELATIF À LA MISE EN PLACE  
D'UN PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF INTERENTREPRISES (PERCO-I)  
NOR : ASET1951439M

Entre :  
UFE ;  
UNEMIG,

D'une part, et  
CFE-CGC ;  
FCE CFDT ;  
FNEM FO,

D'autre part,

Le présent avenant a pour objet de modifier l'accord relatif à la mise en place d'un plan épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-I de branche) dans les industries électriques et gazières, conclu le 11 décembre 2008.

Les modifications portent sur la modification du champ d'application, la mise à jour du libellé d'un fonds commun de placement, la suppression d'un fonds commun de placement et la modification de la dénomination des gestionnaires financiers des FCPE.

Cet avenant a également pour objet de corriger une erreur matérielle constatée dans les grilles de désensibilisation de l'annexe portées à l'avenant n° 3 de l'accord.

En conséquence, les parties signataires conviennent des dispositions qui suivent :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

L'article 2 de l'accord est désormais rédigé comme suit :

La mise en place d'un plan d'épargne collectif interentreprises s'applique aux entreprises dont le personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières, y compris les entreprises de moins de 50 salariés également concernées par la mise en place d'un PERCO-I de branche, à la double condition suivante :

- que ces entreprises ne soient pas couvertes par un PERCO ;
- et
- qu'elles aient déjà mis en place un PEE ou PEG ou entrent dans le champ d'application du PEI de branche.

Une entreprise qui mettrait un terme à son propre PERCO entrerait dans le champ d'application du PERCO-I de branche. À l'inverse, une entreprise qui créerait son propre PERCO ne relèverait plus du PERCO-I de branche.

Le présent accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

## Article 2

### *Modification de libellé d'un FCPE*

Le libellé du fonds commun de placement Avenir actions euro PME, cité dans l'article 7 de l'accord, est remplacé par le libellé suivant : sélection Ostrum euro PME.

## Article 3

### *Supports de placement*

Le FCPE amundi protect 90 est supprimé du choix de placement offert aux épargnants à l'article 7 de l'accord.

En parallèle, les signataires décident de transférer les avoirs des porteurs de parts salariés et anciens salariés de l'entreprise, actuellement investis en parts :

	DU FONDS « AMUNDI PROTECT 90 ESR »	VERS LE FONDS COMPARTIMENT « IMPACT ISR MONÉTAIRE » du fonds « IMPACT ISR »
	Date du DICI : 30 avril 2019	Date du DICI : 22 juillet 2019
Classification :	Non applicable	Fonds monétaires à valeur liquidative variable standard
SRRI :	3,00	1,00
Objectif de gestion :	Protéger le capital à hauteur de 90 % de la plus élevée des valeurs liquidatives durant la période allant du 14 novembre 2008 au 18 novembre 2021 inclus (la « période de protection »).	Obtenir une performance égale à celle de l'indice de référence EONIA capitalisé
Frais :	Courants : 1,14 % Directs maximum : 0,70 % charge FCPE Indirects maximum : 0,30 % charge FCPE	Courants : 0,20 % Directs maximum : 0,30 % charge FCPE Indirects maximum : 0,50 % charge FCPE

Les supports de placement offerts aux épargnants, listés dans l'article 7 de l'accord, sont désormais les suivants :

FCPE Actions : AXA génération europe actions ;

FCPE Obligations : AXA génération euro obligation ;

FCPE Monétaire : impact ISR monétaire ;

FCPE de Diversification : AXA WH human capital ;

FCPE Solidaire : impact ISR rendement solidaire ;

FCPE PME ETI : sélection Ostrum euro PME.

Les DICI (document d'informations clés pour l'investisseur) de ces fonds sont annexés au présent avenant.



## **Article 4**

### *Gestionnaires financiers des FCPE*

La dénomination des gestionnaires financiers de l'article 10.2 de l'accord est modifiée comme suit :

- les FCPE AXA génération europe actions, AXA génération euro obligation et AXA WH human capital sont gérés par le gestionnaire AXA investment managers Paris dont le siège social est situé tour Majunga, La Défense 9, 6, place de la Pyramide, 92800 Puteaux ;
- les FCPE impact ISR monétaire, impact ISR rendement solidaire et sélection Ostrum euro PME sont gérés par le gestionnaire financier Natixis investment managers international dont le siège social est situé 43, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris.

## **Article 5**

### *Annexe*

Les grilles de désensibilisation de l'annexe portées dans l'avenant n° 3 de l'accord sont remplacées par les grilles portées en annexe du présent avenant.

## **Article 6**

### *Dispositions finales*

### **Article 6.1**

#### *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant entre en vigueur le lendemain du jour de la date de dépôt. Il est conclu pour une durée indéterminée dans le respect des dispositions légales.

Les autres dispositions de l'accord demeurent inchangées.

### **Article 6.2**

#### *Notification, dépôt, publicité*

À l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent avenant sera notifié aux quatre fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

À l'expiration d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent avenant fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de dépôt et de publicité, dans les conditions prévues par le code du travail.

## **Article 7**

### *Procédure d'extension de l'avenant*

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant aux ministères chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues à l'article L. 162-2 du code de l'énergie.

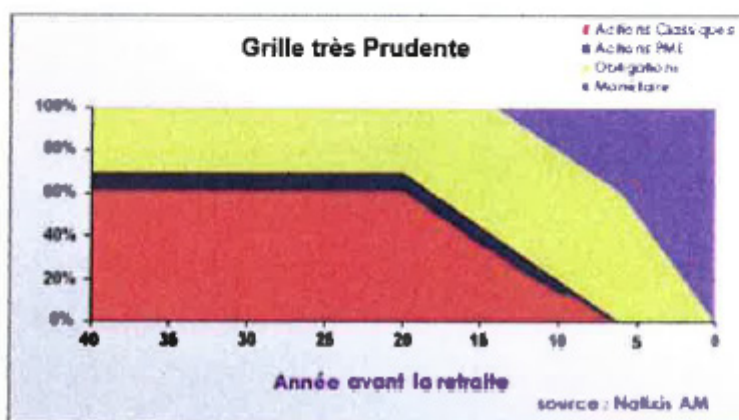
Fait à Paris, le 8 novembre 2019.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE GRILLES DE DESENSIBILISATION DU PERCOI

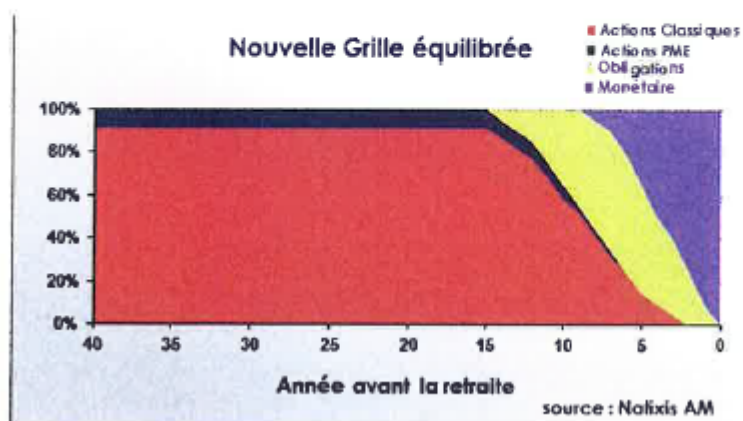
### Grille très prudente

Années	FCPE Actions	Avenir Actions Euro PME	FCPE Obligations	FCPE Monétaire
20	61.00%	9.00%	30%	0%
19	56.00%	9.00%	35%	0%
18	51.00%	9.00%	40%	0%
17	46.00%	9.00%	45%	0%
16	41.00%	9.00%	50%	0%
15	36.00%	9.00%	55%	0%
14	32.00%	8.00%	60%	0%
13	27.00%	8.00%	60%	5%
12	22.00%	8.00%	60%	10%
11	18.30%	6.70%	60%	15%
10	13.30%	6.70%	60%	20%
9	12.10%	2.90%	60%	25%
8	7.10%	2.90%	60%	30%
7	2.10%	2.90%	60%	35%
6	0.00%	0.00%	60%	40%
5	0.00%	0.00%	50%	50%
4	0.00%	0.00%	40%	60%
3	0.00%	0.00%	30%	70%
2	0.00%	0.00%	20%	80%
1	0.00%	0.00%	10%	90%
0	0.00%	0.00%	0%	100%



### Grille équilibrée

Années	FCPE Actions	Avenir Actions Euro PME	FCPE Obligations	FCPE Monétaire
20	91.00%	9.00%	0%	0%
19	91.00%	9.00%	0%	0%
18	91.00%	9.00%	0%	0%
17	91.00%	9.00%	0%	0%
16	91.00%	9.00%	0%	0%
15	91.00%	9.00%	0%	0%
14	87.00%	8.00%	5%	0%
13	82.00%	8.00%	10%	0%
12	77.00%	8.00%	15%	0%
11	68.30%	6.70%	25%	0%
10	58.30%	6.70%	35%	0%
9	52.10%	2.90%	45%	0%
8	42.10%	2.90%	50%	5%
7	32.10%	2.90%	55%	10%
6	25.00%	0.00%	55%	20%
5	15.00%	0.00%	50%	35%
4	10.00%	0.00%	40%	50%
3	5.00%	0.00%	35%	60%
2	0.00%	0.00%	25%	75%
1	0.00%	0.00%	10%	90%
0	0.00%	0.00%	0%	100%



Brochure n° 3368

**Accord professionnel**  
**IEG : INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**

AVENANT N° 4 DU 8 NOVEMBRE 2019  
À L'ACCORD DU 4 JUIN 2010 RELATIF À LA MISE EN PLACE  
D'UNE COUVERTURE SUPPLÉMENTAIRE MALADIE DES AGENTS STATUTAIRES  
NOR : ASET1951440M

Entre :  
UFE ;  
UNEMIG,  
D'une part, et  
CFE-CGC ;  
FCE CFDT ;  
FNME CGT ;  
FNEM FO,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet du présent avenant*

Un accord a été signé le 4 juin 2010 (ci-après désigné « l'accord ») afin de mettre en place, au 1<sup>er</sup> janvier 2011, une couverture supplémentaire maladie (ci-après « CSM ») obligatoire pour les agents statutaires des industries électriques gazières.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 du 22 décembre 2018 complétée par le décret du 11 janvier 2019 et l'instruction ministérielle du 29 mai 2019, impose aux contrats collectifs frais de santé à adhésion obligatoire, de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions du dispositif 100 % santé et du contrat responsable associé d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les dispositions relatives à l'optique et au dentaire et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les dispositions relatives aux aides auditives.

L'arrêté du 30 septembre 2019, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, est venu préciser les nouvelles règles applicables au régime spécial dit « Régime complémentaire CAMIEG » en ce qui concerne l'accès sans reste à charge à certains équipements d'optique, aides auditives et soins prothétiques dentaires.

Les partenaires sociaux se sont donc réunis afin de négocier la nouvelle grille de prestations CSM qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les partenaires sociaux ont par ailleurs choisi d'accompagner la mise en œuvre de la réforme du 100 % santé avec l'apport de nouveaux services renforçant l'accès aux soins (télé consultation médi-

cale, deuxième avis médical et analyse des images médicales) et, pour l'optique, la prise en charge des frais réels pour les verres achetés chez un opticien du réseau partenaire.

## **Article 2**

### *Champ d'application modifié*

L'article 2 « Champ d'application » de l'accord est remplacé par les dispositions suivantes :

Le présent accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements et régions d'outre-mer, ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, aux entreprises dont tout ou partie du personnel relève du statut national du personnel des industries électriques et gazières.

Eu égard à la nature du dispositif de couverture supplémentaire maladie et à son caractère général, le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises de la branche des IEG, y compris les entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 3**

### *Autres dispositions modifiées*

Le présent avenant modifie les dispositions de l'article 4.1 de l'accord, qui sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 4.1**

##### *Prestations relatives à la couverture obligatoire*

L'annexe I de l'accord intitulée "Prestations remboursées au titre de la couverture supplémentaire maladie" est modifiée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, de manière à mettre en conformité la grille de prestations avec les nouvelles exigences du contrat responsable et du dispositif 100 % Santé. »

L'annexe I modifiée est jointe au présent avenant.

Le reste des dispositions de l'article 4.1 demeure inchangé.

## **Article 4**

### *Dispositions finales*

#### **Article 4.1**

##### *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, date à laquelle il se substitue aux dispositions de l'accord qu'il vient modifier. Il est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 4.2**

##### *Notification, dépôt, publicité*

À l'issue de la procédure de signature, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent avenant sera notifié aux fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche professionnelle des industries électriques et gazières.

À l'issue d'un délai de 15 jours suivant cette notification, le présent avenant fera l'objet, à l'initiative des groupements d'employeurs des industries électriques et gazières, des formalités de publicité et de dépôt, conformément aux dispositions du code du travail.

#### **Article 4.3**

##### *Procédure d'extension de l'avenant*

Les signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant aux ministères chargés de la transition écologique et solidaire et du travail, dans les conditions prévues à l'article L. 162-2 du code de l'énergie.

Fait à Paris, le 8 novembre 2019.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I MODIFIÉE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2020

### PRESTATIONS REMBOURSÉES AU TITRE DE LA COUVERTURE SUPPLÉMENTAIRE MALADIE

Ce tableau présente la grille des remboursements CSM qui s'ajoutent aux remboursements de la Camieg (part de base et part complémentaire) pour les soins réalisés à partir du 01/01/2020	Les montants ci-dessous en euros sont basés sur le PMSS 2019
--	--

SOINS COURANTS	CSM
Consultations et visites de médecins généralistes signataires de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM)	60%
Consultations et visites de médecins généralistes non signataires de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM)	40%
Consultations et visites de médecins spécialistes signataires de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou gynécologues/obstétriques)	100%
Consultations et visites de médecins spécialistes non signataires de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou gynécologues/obstétriques)	80%
Actes techniques, radiologie et autres actes d'imagerie effectués par un professionnel de santé ou par un médecin signataire de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques)	100%
Actes techniques, radiologie et autres actes d'imagerie effectués par un professionnel de santé ou par un médecin non signataire de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques)	80%
Consultations d'ostéopathes, de chiropracteurs, d'étéopathes et de médecins acupuncteurs (hors nomenclature)	34 € par séance dans la limite de 12 séances par année civile
Auxiliaires médicaux	50%
Analyses, prélèvements	50%
Analyses hors nomenclature	0,7% du PMSS (23,64 €) par année civile
Pansements	40%
Le taux de remboursement est majoré de 50% (sauf médecins non signataires de l'option pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques) pour les soins courants pour les personnes dont le taux d'incapacité est au moins égal à 80% ou titulaire de la Carte Mobilité Inclusion mention Invalidité.	

OPTIQUE	CSM
<p>La prise en charge de la CSM est limitée à <b>1 équipement</b> (1 monture et deux verres) <b>par période de 24 mois de date à date pour les adultes (à partir de 16 ans) ou 1 équipement par période de 12 mois de date à date pour les enfants de moins de 16 ans.</b> La période s'apprécie à compter de la date d'acquisition de l'équipement. Pour les <b>bénéficiaires de plus de 16 ans</b>, elle peut être réduite à 12 mois de date à date en cas d'évolution de la vue selon les conditions prévues par le contrat responsable. <b>Les remboursements de la CSM (monture et verres) sont différenciés entre Adulte (jusqu'à 18 ans) et Enfant (moins de 18 ans).</b> La prise en charge des verres (<b>planchers et plafonds</b>) s'entend dans le respect du cadre réglementaire relatif au contrat responsable (décret du 31 janvier 2019 n°2019-65) (1).</p>	
<b>Monture Adulte acceptée par la Sécurité sociale :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe A - 100% santé tel que défini réglementairement) *	-
- Panier Tarifs libres (Classe B)	Plafond du contrat responsable (100,00 €) sous déduction du remboursement de la part complémentaire Camieg (34,97 €) (2)
<b>Monture Enfant acceptée par la Sécurité sociale :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe A - 100% santé tel que défini réglementairement) *	-
- Panier Tarifs libres (Classe B)	Plafond du contrat responsable (100,00 €) sous déduction du remboursement de la part complémentaire Camieg (76,97 €) (2)
<b>Verres Adulte acceptés par la Sécurité sociale :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe A - 100% santé tel que défini réglementairement) *	-
- Panier Tarifs libres (Classe B) :	
- Hors réseau Kalixia (1)	Grille optique CSM (voir ci-après)
- Dans le réseau Kalixia (1)	Prise en charge de 100% des frais réels des verres dans le référentiel du réseau KALIXIA
<b>Verres Enfant acceptés par la Sécurité sociale :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe A - 100% santé tel que défini réglementairement) *	-
- Panier Tarifs libres (Classe B) :	
- Hors réseau Kalixia (1)	Grille optique CSM (voir ci-après)
- Dans le réseau Kalixia (1)	Prise en charge de 100% des frais réels des verres dans le référentiel du réseau KALIXIA
Prestation d'adaptation de la correction visuelle par l'opticien pour des verres en Classe B **	-
Lentilles acceptées par la Sécurité sociale (un équipement par année civile)	1,5% du PMSS (50,66 €) par année civile
Lentilles refusées par la Sécurité sociale, y compris lentilles jetables (forfait par année civile)	7,35% du PMSS (248,21 €) par année civile
Chirurgie corrective (y compris chirurgie intraoculaire) non prise en charge par la Sécurité sociale (forfait par année civile et par œil)	32% du PMSS (1 080,64 €) par année civile et par œil
<p>Les % indiquées dans la grille de remboursement correspondent à la BR (base de remboursement).</p> <p>(2) Pour les enfants de moins de 6 ans, la prise en charge de la monture en panier libre (Classe B) par la Camieg est de 77 € (y compris le régime de base à 0,06 € soit 76,94 € pour le régime complémentaire) et pour la CSM au niveau du Plafond du contrat responsable (100,00 €) sous déduction du remboursement de la part complémentaire Camieg (soit 76,94 €).</p> <p>* La prise en charge intégrale du panier de soins sans reste à charge est assurée par la Camieg (part de base et part complémentaire), y compris pour la prestation d'appairage des verres de classe A et pour la prestation d'adaptation de la correction visuelle par l'opticien des verres de classe A, dans la limite du Prix Limite de Vente.</p> <p>** La prestation "adaptation correction visuelle par l'opticien" est prise en charge par Camieg (60% de la BR pour le régime de base et 60% de la BR pour le régime complémentaire) pour le panier Tarifs libres (Classe B).</p>	

Grille optique CSM pour Adulte (à partir de 18 ans) : (a)						
Sphère	Unifocaux			Multifocaux et Progressifs		
	Cylindre			Cylindre		
	0	0,25 - 4	4,25 et plus	0	0,25 - 4	4,25 et plus
0-2	35,0 €	55,0 €	94,0 €	110,0 €	156,0 €	156,0 €
2,25-4	35,0 €	55,0 €	94,0 €	110,0 €	156,0 €	156,0 €
4,25-6	35,0 €	55,0 €	94,0 €	163,0 €	156,0 €	156,0 €
6,25-8	62,0 €	103,0 €	142,0 €	163,0 €	156,0 €	156,0 €
8,25-12	62,0 €	103,0 €	142,0 €	163,0 €	369,0 €	369,0 €
12,25 et +	115,0 €	103,0 €	142,0 €	163,0 €	369,0 €	369,0 €

Grille optique CSM pour Enfant (- 18 ans) : (a)						
Sphère	Unifocaux			Multifocaux et Progressifs		
	Cylindre			Cylindre		
	0	0,25 - 4	4,25 et plus	0	0,25 - 4	4,25 et plus
0-2	53,0 €	66,0 €	123,0 €	173,0 €	192,0 €	192,0 €
2,25-4	53,0 €	66,0 €	123,0 €	173,0 €	192,0 €	192,0 €
4,25-6	53,0 €	66,0 €	123,0 €	191,0 €	192,0 €	192,0 €
6,25-8	118,0 €	160,0 €	205,0 €	191,0 €	192,0 €	192,0 €
8,25-12	118,0 €	160,0 €	205,0 €	191,0 €	294,0 €	294,0 €
12,25 et +	198,0 €	160,0 €	205,0 €	191,0 €	294,0 €	294,0 €

**Légende : (a)**

Verre simple
Verre complexe
Verre très complexe

(a) Correction telle que précisée aux articles R 871-1 et R 871-2 du Code de la Sécurité sociale.



DENTAIRE	CSM
<b>SOINS</b>	
Soins et radios dentaires	100%
<b>PROTHESES DENTAIRES</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (soins et prothèses 100% santé tels que définis réglementairement) (1)	Sans reste à charge (1)
- Panier reste à charge maîtrisé	150%
- Panier tarifs libres :	
- prothèses	150%
- couronne sur Implant (maximum 5 par an)	10,5% du PMSS (354,59 €) par couronne sur Implant
<b>Couronne ou stellites provisoires non pris en charge par la Sécurité sociale :</b>	
- 1 à 2 dents	2% du PMSS (67,54 €)
- 3 dents	4% du PMSS (135,08 €)
- par dent supplémentaire	1% du PMSS (33,77 €)
<b>ORTHODONTIE</b>	
Orthodontie remboursée par la Sécurité sociale	200%
Orthodontie non remboursée par la Sécurité sociale mais figurant à la nomenclature	300%
<b>Autres actes non remboursés par la Sécurité sociale :</b>	
Prothèses dentaires non remboursées par la Sécurité sociale (hors implantologie)	150%
Implants (radios, préparation, pose, inlay) - maximum 5 implants par année civile	20% du PMSS (675,40 €) par Implant
Parodontologie (forfait par année civile) (2)	8,4% du PMSS (283,67 €) par année civile
Autres actes (CCAM) non pris en charge par la Sécurité sociale sur frais réels limités à 500€ par année civile	30% des frais réels par année civile
Les % indiquées dans la grille de remboursement correspondent à la BR (base de remboursement).	
(1) La prise en charge intégrale des actes liés au panier "sans reste à charge", à compter du 01/01/2020 pour les couronnes et bridges et dès le 01/01/2021 pour les prothèses amovibles, est assurée par la Camieg (part de base et part complémentaire) et pour certains actes, en complément par la CSM dans la limite des honoraires limites de facturation fixés par la convention nationale des chirurgiens-dentistes 2018-2023 prévue à l'article L. 162-9 du code de la sécurité sociale.	
(2) : Prise en charge pour le curetage, le surfaçage radiculaire et la gingivectomie.	

APPAREILLAGE	CSM
Orthopédie et prothèses médicales (y compris capillaires) acceptées par la Sécurité sociale	100%
<b>Aide auditive remboursable par la Sécurité sociale :</b>	
<b>La prise en charge de la CSM</b> , comprenant le suivi du réglage et de l'adaptation de l'aide auditive, <b>est limitée pour chaque oreille à une audioprothèse par période de 48 mois de date à date</b> . La période s'apprécie à compter de la date d'acquisition de l'équipement. La prise en charge de l'équipement (plafond) s'entend dans le respect du cadre réglementaire relatif au contrat responsable (décret du 31 janvier 2019 n°2019-65) à compter du 1er janvier 2021 pour la CSM et à compter du 1er janvier 2020 pour la Camieg (arrêté du 30 septembre 2019).	
<b>Remboursement du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe I - 100% santé tel que défini réglementairement) : *	-
- Panier Tarifs libres (Classe II) :	
- Aide auditive unilatérale acceptée par la Sécurité sociale **	18% du PMSS (607,86 €) par aide
- Aides auditives bilatérale (par paire) acceptées par la Sécurité sociale **	18% du PMSS (607,86 €) par aide
<b>Remboursement du 1er janvier 2021 :</b>	
- Panier de soins sans reste à charge (Classe I - 100% santé tel que défini réglementairement) : *	-
- Panier Tarifs libres (Classe II) :	
- Aide auditive unilatérale acceptée par la Sécurité sociale **	-
- Aides auditives bilatérale (par paire) acceptées par la Sécurité sociale **	-
Forfait par année civile pour les accessoires (pile, écouteur, embout, ...) et l'entretien des aides auditives prises en charge par la Sécurité sociale **	1,4% du PMSS (47,28 €) par année civile
Véhicule pour personne handicapée accepté par la Sécurité sociale	90% du PMSS (3 039,30 €)
Les % indiquées dans la grille de remboursement correspondent à la BR (base de remboursement).	
* La prise en charge intégrale du panier de soins sans reste à charge est assurée par la Camieg (part de base et part complémentaire) dans le respect des textes réglementaires.	
** Sur présentation des justificatifs de dépense pour les prothèses auditives et accessoires (piles, réparations, pièces détachées, ...)	

HOSPITALISATION	CSM
Frais de séjour et honoraires de médecins signataires de l'option tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques), frais de salle d'opération, dans la limite de 5 300€ en établissement non conventionné	100%
Honoraires de médecins non signataires de l'option tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM-CO pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques)	-
Forfait journalier prévu par l'article L. 174-4 du CSS	100% des frais réels
Frais d'accompagnant (d'un enfant de moins de 16 ans)	1% du PMSS (33,77 €)
Chambre particulière	2,1% du PMSS (70,92 €)
Chambre particulière ambulatoire (hospitalisation de jour)	1,12% du PMSS (37,82 €)
Chambre particulière maternité (8 jours maximum)	2,1% du PMSS (70,92 €)
<p>- Les remboursements de la CSM en hospitalisation concernent les hospitalisations en médecine, chirurgie et psychiatrie.</p> <p>- L'hospitalisation ne comprend pas les établissements en long séjour, les sections de cures médicales et les maisons de retraite médicalisées ou non médicalisées.</p> <p>- Les frais d'accompagnant pour les hospitalisations médicales et chirurgicales d'enfants de moins de 16 ans, pour un accompagnant unique, quel que soit le lien de parenté, comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le remboursement du lit et des repas, si l'accompagnant séjourne au sein de l'établissement où l'enfant est hospitalisé,</li> <li>- l'hébergement si l'accompagnant séjourne dans une maison des parents, un foyer d'accueil ou un hôtel hospitalier.</li> </ul>	

AUTRES PRESTATIONS	CSM
Cures thermales acceptées par la Sécurité sociale (forfait pour 21 jours)	8% du PMSS (270,16 €)
Prévention : vaccins (montant par vaccin)	1,75% du PMSS (59,10 €)
Pilule contraceptive de 3ème ou 4ème génération (forfait annuel)	1,75% du PMSS (59,10 €)
Ostéodensitométrie	2,8% du PMSS (94,56 €)
Détartrage annuel des dents	70%
Scellement des sillons sur molaires avant 14 ans	70%
<b>Pack Prévention annuel incluant :</b> - psychomotricien, diététicien, ergothérapeute, podologue, amniocentèse ; - bilan du langage oral ou écrit avant 14 ans par orthophoniste ; - dépistage des troubles de l'audition par orthophoniste ; - bracelet GSM sur prescription médicale pour Alzheimer ; - substituts nicotiniques, test HémoCult, tensiomètre prescrits par un médecin.	3,85% du PMSS (130,01 €) par année civile

Les % indiquées dans la grille de remboursement correspondent à la BR (base de remboursement).
Les données concernant la Camieg sont communiquées à titre indicatif et n'engagent pas Mutieg A Asso.
BR = Base de Remboursement de la Sécurité sociale (variable selon les actes) / rbt = remboursement.
OPTAM-CO = Option Pratique Tarifaire Maîtrisée pour les chirurgiens ou les gynécologues/obstétriques.
PMSS = Plafond Mensuel de la Sécurité sociale (à titre indicatif, le Plafond Mensuel de la Sécurité sociale pour 2019 est de 3 377€).
Le cumul des remboursements (Camieg et Couverture Supplémentaire Maladie) ne peut excéder le montant des frais réels.
La Camieg est l'organisme gestionnaire du régime obligatoire de Sécurité sociale de la branche des IEG.
Des aides exceptionnelles pourront être attribuées en complément par le Fonds Social de la CSM.

Brochure n° 3198

Convention collective nationale  
IDCC : 29. – **ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,  
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE  
À BUT NON LUCRATIF**

---

ADDITIF N° 4 DU 5 SEPTEMBRE 2019  
À L'AVENANT N° 2015-01 DU 27 JANVIER 2015  
RELATIF À LA GÉNÉRALISATION DE LA COUVERTURE FRAIS DE SANTÉ  
NOR : ASET1951435M

Entre :

FEHAP,

D'une part, et

FSPSS FO ;

FSAS CGT ;

CFE-CGC santé social,

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

Le présent texte a pour objet de modifier l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015 relatif à la généralisation de la couverture des frais de santé, complété par l'additif n° 1 du 22 juin 2015, l'additif n° 2 du 18 septembre 2017 et l'additif n° 3 du 17 mai 2018.

Il entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020, sous réserve de son agrément conformément aux dispositions de l'article 3 du présent additif.

Le décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019 met en œuvre la réforme du « Reste à charge 0 » telle qu'issue de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2019, en garantissant un accès sans reste à charge à certains équipements d'optique, d'aides auditives et de soins prothétiques dentaires et en modifiant le cahier des charges des contrats dits « responsables ».

Les partenaires sociaux s'engagent, par le présent additif, à faire évoluer le régime conventionnel de couverture des frais de santé conformément aux évolutions réglementaires.

En application de l'article 16 de l'avenant n° 2015-01, compte tenu des résultats positifs du régime au titre de l'année 2018, la mise en conformité du régime conventionnel de couverture des frais de santé n'emporte pas d'ajustement à la hausse des taux de cotisations, ni d'ajustement à la baisse des garanties prises en charge par ledit régime.

L'article 8 de l'avenant n° 2015-01 du 27 janvier 2015, complété par l'additif n° 1 du 22 juin 2015, l'additif n° 2 du 18 septembre 2017 et l'additif n° 3 du 17 mai 2018, est modifié par le présent additif afin d'intégrer les modifications énoncées ci-avant.

## Article 1<sup>er</sup>

À l'article 8 de l'avenant, le tableau des garanties et les grilles d'optique sont remplacés par les tableaux suivants :

		Remboursement total dans la limite des frais réels y compris de la Sécurité Sociale, sauf pour certains forfaits en euros			
Garanties BASE CONVENTIONNELLE		BASE 1	BASE 2 (Alternative 1)	BASE 3 (Alternative 2)	BASE 4 (Alternative 3)
<b>Hospitalisation médicale et chirurgicale</b>					
<b>Chirurgie – Hospitalisation (**)</b>					
Conventionnée - Frais de séjour		100% BR	125% BR	150% BR	250% BR
Conventionnée - Honoraires OPTAM/ OPTAM-CO (*)		100% BR	120% BR	170% BR	250% BR
Conventionnée - Honoraires hors OPTAM/ OPTAM-CO (*)		100% BR	100% BR	150% BR	200% BR
Non conventionnée – Honoraires		100% TM	100% TM	100% TM	100% TM
<b>Forfait hospitalier</b>		couverture aux frais réels	couverture aux frais réels	couverture aux frais réels	couverture aux frais réels
<b>Forfait actes lourds</b>		couverture aux frais réels	couverture aux frais réels	couverture aux frais réels	couverture aux frais réels
<b>Chambre particulière par jour (**)</b>					
Conventionnée		1.25% PMSS/jour	1.25% PMSS/jour	1,75% PMSS/jour	2% PMSS/jour
Forfait en ambulatoire		0.50% PMSS/jour	0.50% PMSS/jour	0,75% PMSS/jour	1% PMSS/jour
<b>Personne accompagnante</b>					
Conventionnée		non couverte	non couverte	1,75% PMSS/jour	2% PMSS/jour
<b>Frais médicaux</b>					
<b>Consultations - visites Généralistes OPTAM (*)</b>		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Consultations - visites Généralistes hors OPTAM (*)</b>		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Consultations- visites Spécialistes OPTAM (*)</b>		100% BR	125% BR	180% BR	250% BR
<b>Consultations- visites Spécialistes hors OPTAM (*)</b>		100% BR	100% BR	150% BR	200% BR
<b>Pharmacie</b>					
Médicaments remboursés à 65% par la Sécurité sociale		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
Médicaments remboursés à 30% par la Sécurité sociale		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
Médicaments remboursés à 15% par la Sécurité sociale		non couverte	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Vaccins non remboursés par la Sécurité Sociale</b>		non couverte	non couverte	50 €/an/bénéficiaire	75 €/an/bénéficiaire
<b>Analyses</b>		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Auxiliaires médicaux</b>		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Actes techniques médicaux (petite chirurgie) OPTAM/ OPTAM-CO (*)</b>		100% BR	100% BR	140% BR	170% BR
<b>Actes techniques médicaux (petite chirurgie) hors OPTAM/ OPTAM-CO (*)</b>		100% BR	100% BR	120% BR	150% BR
<b>Actes d'échographie OPTAM/OPTAM-CO (*)</b>		100% BR	100% BR	125% BR	170% BR
<b>Actes d'échographie hors OPTAM/OPTAM-CO (*)</b>		100% BR	100% BR	100% BR	150% BR
<b>Radiologie OPTAM (*)</b>		100% BR	100% BR	125% BR	170% BR
<b>Radiologie hors OPTAM (*)</b>		100% BR	100% BR	100% BR	150% BR
<b>Transport accepté par la Sécurité sociale</b>		100% BR	100% BR	100% BR	100% BR
<b>Médecines douces</b>					
Reconnus comme praticiens par les annuaires professionnels/an/bénéficiaire		non couverte	non couverte	3 x 25 €	3 x 50 €
Liste des praticiens pris en charge : consultations psychologues, ostéopathie, chiropractie, microkinésithérapie, étio-pathie, acupuncture, réflexologie, sophrologie, pédicure/podologue, équilibre alimentaire – diététique, séances de psychomotricité					

	Remboursement total dans la limite des frais réels y compris de la Sécurité Sociale, sauf pour certains forfaits en euros								
Garanties BASE CONVENTIONNELLE	BASE 1		BASE 2 (Alternative 1)		BASE 3 (Alternative 2)		BASE 4 (Alternative 3)		
Aide auditive et orthopédie									
Orthopédie et autres prothèses	100% BR		125% BR		150% BR		250% BR		
Véhicules pour handicapé	100% BR		125% BR		150% BR		250% BR		
Aide auditive (1)									
Classes (***)	Classe 1	Classe 2	Classe 1	Classe 2	Classe 1	Classe 2	Classe 1	Classe 2	
	2020 : 100% BR  A partir de 2021 : 100% PLV	100% BR	2020 : 100% BR  A partir de 2021 : 100% PLV	100% BR	2020 : 100% BR  A partir de 2021 : 100% PLV	500 € / oreille	2020 : 100% BR  A partir de 2021 : 100% PLV	1000 € / oreille	
Frais de cures thermales (hors thalassothérapie)									
Acceptée par la Sécurité sociale/an/bénéficiaire	non couverte		non couverte		100 €		200 €		
Actes de Prévention									
Tous les actes des contrats responsables	100% TM		100% TM		100% TM		100% TM		
Ostéodensitométrie osseuse/an/bénéficiaire	non couverte		non couverte		30 €		50 €		
Patch anti-tabac	non couverte		non couverte		100 €		200 €		
Dentaire									
Soins dentaires	100% BR		100% BR		100% BR		100% BR		
Onlays-Inlays	100% BR		125% BR		150% BR		250% BR		
Orthodontie									
Acceptée par la Sécurité sociale	125% BR		200% BR		300% BR		350% BR		
Refusée par la sécurité sociale	non couverte		150 €/ semestre de soins		300 €/ semestre de soins		500 €/ semestre de soins		
Prothèses dentaires non remboursées par la Sécurité sociale	non couverte		150 € / dent / x3 / an		300 € / dent / x3 / an		500 € / dent / x3 / an		
Parodontologie	non couverte		non couverte		300 € / dent / x3 / an		500 € / dent / x3 / an		
Implantologie	non couverte		non couverte		300 € / dent / x3 / an		500 € / dent / x3 / an		
Prothèses dentaires remboursées (2)									
Classes (***)	Plan Santé	Panier modéré	Panier libre	Plan Santé	Panier modéré	Panier libre	Plan Santé	Panier modéré	Panier libre
		500€/an/ bénéficiaire			750€/an/ bénéficiaire			1250€/an/ bénéficiaire	
Remboursées : dents du sourire (incisive, canine, prémolaire)	100% PLV à dater de sa mise en place sinon cf. Panier modéré ou libre	200% BR	200% BR	100% PLV à dater de sa mise en place sinon cf. Panier modéré ou libre	250% BR	250% BR	100% PLV à dater de sa mise en place sinon cf. Panier modéré ou libre	350% BR	350% BR
Remboursées : dents de fond de bouche		200% BR	200% BR		200% BR	200% BR		300% BR	300% BR
Inlays-cores		125% BR	125% BR		125% BR	125% BR		150% BR	150% BR
Optique									
Verres et Montures (3)									
Classes (***)	Classe A	Classe B	Classe A	Classe B	Classe A	Classe B	Classe A	Classe B	
	100% PLV	Grille optique base 1	100% PLV	Grille optique base 2	100% PLV	Grille optique base 3	100% PLV	Grille optique base 4	
Lentilles (4) Prescrites : Acceptées, refusées, jetables	50€ / an / bénéficiaire		75€ / an / bénéficiaire		150 € / an / bénéficiaire		250 € / an / bénéficiaire		
Chirurgie réfractive	non couverte		non couverte		500 € / œil		1000 € / œil		

(\*) OPTAM/OPTAM-CO (Option pratique tarifaire maîtrisée/Option pratique tarifaire maîtrisée-Chirurgie obstétrique) : remplacent le contrat d'accès aux soins (CAS) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les garanties concernées visent toutefois l'ensemble des dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée mentionnées à l'article L. 871-1 du Code de la sécurité sociale, y compris le CAS durant sa période provisoire de coexistence avec l'OPTAM/OPTAM-CO.

(\*\*) Y compris la maternité

(\*\*\*) Classe A / Classe 1 / Plan santé : Prix limite de vente pour le panier 100% Santé. Classe B / Classe 2 / Panier modéré: Prix limite de vente hors panier 100% santé. Les plafonds de remboursement fixés forfaitairement en euros de la Classe B / Classe 2 pour l'aide auditive, les prothèses dentaires remboursées et l'optique s'entendent y compris remboursement de la Sécurité Sociale.

(1) : Prise en charge au minimum de 100% du ticket modérateur. Pour l'année 2020, le remboursement du renouvellement d'un équipement auditif par oreille n'est possible qu'au-delà d'un délai de 2 ans. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément au décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019, le remboursement du renouvellement d'un équipement auditif par oreille n'est possible qu'au-delà d'un délai de 4 ans.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, le remboursement de la Classe 2 est réglementairement plafonné à 1700€/oreille.

(2) : Le remboursement s'entend pour l'ensemble du poste Prothèses dentaires remboursées dans la limite du plafond indiqué par an et par bénéficiaire, au-delà le remboursement devra respecter le minimum du panier de soins : 125% BR.

Les remboursements du Panier modéré s'entendent dans la limite des prix limites de vente

(3) : Les grilles optiques prévoient des remboursements « par verre ». Conformément au décret n° 2019-21 du 11 janvier 2019, le remboursement du renouvellement d'un équipement optique, composé de deux verres et d'une monture, n'est possible qu'au-delà d'un délai d'1 an pour les assurés de moins de 16 ans, de 2 ans pour les assurés âgés de 16 ans et plus et de 6 mois pour les enfants jusqu'à 6 ans en cas d'une mauvaise adaptation de la monture à la morphologie du visage de l'enfant entraînant une perte d'efficacité du verre correcteur - et ce, suivant l'acquisition du précédent équipement.

La période de renouvellement de l'équipement pour les assurés âgés de 16 ans et plus est réduite à 1 an en cas de renouvellement complet (verres + montures) justifié médicalement par une évolution de la vue. Le délai d'1 an n'est pas opposable aux assurés de moins de 16 ans en cas de renouvellement des verres justifié médicalement par une évolution de la vue.

La justification de l'évolution de la vue se fonde soit sur la présentation d'une nouvelle prescription médicale portant une correction différente de la précédente, soit sur la présentation de la prescription initiale comportant les mentions portées par l'opticien-ne en application de l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale. La nouvelle correction doit être comparée à celle du dernier équipement ayant fait l'objet d'un remboursement par l'assureur.

(4) : Au-delà du forfait de remboursement en euros, remboursement du TM

BR = Base de Remboursement de la Sécurité sociale.

TM = Ticket Modérateur : différence entre la base de remboursement et le montant remboursé par l'assurance maladie obligatoire (avant application sur celui-ci de la participation forfaitaire ou de la franchise médicale).

PLV : prix limites de vente

PMSS = Plafond mensuel de la Sécurité sociale

### Grille optique Base 1 :

Type de verre – Code de regroupement 2020		Assuré < 16 ans	Assuré ≥ 16ans
SIMPLE	VU1 verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre -6,00 et + 6,00 dioptries	50 €	65 €
	VU2 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	60 €	70 €
	VU3 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries	60 €	75 €
COMPLEXE	VU4 verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de -6,00 à + 6,00 dioptries	75 €	80 €
	VU5 Verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries	75 €	90 €
	VU6 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie	75 €	90 €
	VU7 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries	80 €	100 €
TRES COMPLEXE	VM1 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre -4,00 et + 4,00 dioptries	80 €	80 €
	VM2 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	90 €	100 €
	VM3 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries	90 €	100 €
	VM4 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de -4,00 à + 4,00 dioptries	100 €	100 €
	VM5 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries	100 €	100 €
	VM6 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie	110 €	110 €
	VM7 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries	110 €	110 €
Monture		70 €	80 €

### Grille optique Base 2 :

Type de verre – Code de regroupement 2020		Assuré < 16 ans	Assuré ≥ 16ans
SIMPLE	VU1 verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre -6,00 et + 6,00 dioptries	50 €	70 €
	VU2 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	60 €	80 €
	VU3 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries	60 €	85 €
COMPLEXE	VU4 verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de -6,00 à + 6,00 dioptries	75 €	85 €
	VU5 Verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries	75 €	90 €
	VU6 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie	75 €	95 €
	VU7 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries	80 €	110 €
TRES COMPLEXE	VM1 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre -4,00 et + 4,00 dioptries	90 €	110 €
	VM2 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	100 €	110 €
	VM3 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries	100 €	130 €
	VM4 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de -4,00 à + 4,00 dioptries	110 €	135 €
	VM5 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries	110 €	135 €
	VM6 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie	115 €	140 €
	VM7 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries	115 €	140 €
Monture		70 €	100 €

### Grille optique Base 3 :

		Type de verre – Code de regroupement 2020	Assuré < 16 ans	Assuré ≥ 16ans
SIMPLE	UNIFOCAUX	VU1 verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre -6,00 et + 6,00 dioptries	50 €	80 €
		VU2 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	60 €	90 €
		VU3 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries	60 €	90 €
VU4 verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de -6,00 à + 6,00 dioptries		75 €	100 €	
VU5 Verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries		80 €	100 €	
VU6 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie		80 €	110 €	
VU7 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries		90 €	120 €	
COMPLEXE	MULTIFOCAUX	VM1 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre -4,00 et + 4,00 dioptries	100 €	150 €
		VM2 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	110 €	160 €
		VM3 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries	110 €	160 €
		VM4 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de -4,00 à + 4,00 dioptries	120 €	175 €
VM5 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries		120 €	175 €	
VM6 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie		130 €	185 €	
VM7 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries		130 €	185 €	
TRES COMPLEXE	Monture		75 €	100 €

### Grille optique Base 4 :

		Type de verre – Code de regroupement 2020	Assuré < 16 ans	Assuré ≥ 16ans
SIMPLE	UNIFOCAUX	VU1 verres unifocaux sphériques dont la sphère est comprise entre -6,00 et + 6,00 dioptries	60 €	90 €
		VU2 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	70 €	100 €
		VU3 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S (sphère + cylindre) est inférieure ou égale à 6,00 dioptries	75 €	100 €
VU4 verres unifocaux sphériques dont la sphère est hors zone de -6,00 à + 6,00 dioptries		80 €	100 €	
VU5 Verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -6,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries		90 €	110 €	
VU6 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -6,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie		90 €	120 €	
VU7 verres unifocaux sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 6,00 dioptries		100 €	130 €	
COMPLEXE	MULTIFOCAUX	VM1 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est comprise entre -4,00 et + 4,00 dioptries	110 €	175 €
		VM2 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0,00 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4,00 dioptries	120 €	185 €
		VM3 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est inférieure ou égale à 8,00 dioptries	120 €	185 €
VM4 verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de -4,00 à + 4,00 dioptries		130 €	200 €	
VM5 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est comprise entre -8,00 et 0 dioptries et dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries		130 €	200 €	
VM6 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est inférieure à -8,00 dioptries et dont le cylindre est supérieur ou égal à 0,25 dioptrie		140 €	210 €	
VM7 verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est positive et dont la somme S est supérieure à 8,00 dioptries		140 €	210 €	
TRES COMPLEXE		Monture	100 €	100 €



## **Article 2**

### *Durée du présent avenant*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 3**

### *Date d'application*

Il est expressément convenu que l'entrée en vigueur du présent avenant est suspendue à l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité du statut collectif notamment pour les entreprises gestionnaires d'établissements relevant, pour certains du secteur social et médico-social et pour d'autres du secteur sanitaire, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective du 31 octobre 1951 indépendamment du secteur d'activité concerné.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre qu'un même accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même convention collective de manière différée ou décalée dans le temps voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

L'obtention de l'agrément est donc une condition substantielle de son entrée en vigueur pour toutes les entreprises et établissements appliquant la convention collective nationale du 31 octobre 1951.

Fait à Paris, le 5 septembre 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3116

Conventions collectives nationales  
IDCC : 413. – **ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES  
POUR PERSONNES INADAPTÉES ET HANDICAPÉES**

---

Convention collective  
IDCC : 783. – **CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE RÉADAPTATION SOCIALE  
ET SERVICES D'ACCUEIL, D'ORIENTATION  
ET D'INSERTION POUR ADULTES  
(15 octobre 1974)**

---

ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 2 OCTOBRE 2019  
RELATIF AU RÉGIME COLLECTIF ET OBLIGATOIRE DE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

NOR : ASET1951309M  
IDCC : 413, 783

---

Entre :  
NEXEM,  
D'une part, et  
FSS CFDT ;  
CFTC santé sociaux,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux :

- de la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 (IDCC 0413) à laquelle est rattachée la convention collective nationale des médecins spécialistes qualifiés, par arrêté du 16 novembre 2018 relatif à la fusion des champs conventionnels publié au *Journal officiel* du 27 novembre 2018 ;
- des accords collectifs des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (IDCC 0783),

ont décidé la création d'un régime de complémentaire santé mutualisé offrant un cadre commun et des garanties harmonisées pour l'ensemble des salariés et des entreprises appliquant ces deux conventions. Dans ce cadre, le présent accord interbranche est conclu avec les partenaires sociaux de ces deux conventions.

Forts des régimes existants dans les deux champs précités, les partenaires sociaux ont souhaité construire un régime offrant des garanties collectives équilibrées dans le respect de la définition des contrats responsables modifiée par la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019. Ainsi les garanties construites intègrent notamment la réforme dite du « 100 % santé ». Par ailleurs, les partenaires sociaux soulignent la nécessité de construire un régime de qualité allant au-delà de la couverture obligatoire légale et réglementaire des articles L. 911-7 et D. 911-1 et suivants du code de la sécurité sociale.

Dans un esprit de solidarité entre les cotisants du champ d'application de cet accord, ces garanties collectives font l'objet d'une mutualisation nationale par recommandation d'organismes assureurs au sens de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale. La solidarité du régime mutualisé s'exprime notamment par le haut degré de solidarité attaché aux garanties ainsi mises en place dans le respect des articles R. 912-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Dans ce cadre, les partenaires sociaux entendent financer des actions de prévention et créer une action sociale interbranche performante à destination des bénéficiaires du régime mutualisé. Ainsi ces garanties s'intègrent dans le champ de l'article L. 2253-1, 5° du code du travail.

Compte tenu des résultats antérieurs du régime de complémentaire santé des accords collectifs CHRS et des contraintes budgétaires fortes de ce secteur, les partenaires sociaux conviennent d'adapter la cotisation de la base déterminée dans le présent accord interbranche. L'objectif poursuivi est de permettre une montée en charge progressive de la cotisation mutualisée pour les entreprises et les salariés de ce champ. Les tarifications des options du régime mutualisé sont élaborées en différentiel de garantie et s'ajoutent à la cotisation de la base bénéficiant du taux d'appel décrit dans l'accord.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Objet*

Le présent accord interbranche a pour objet l'organisation au niveau national, au bénéfice des salariés visés à l'article 3.1 du présent accord, d'un régime collectif et obligatoire de complémentaire santé permettant le remboursement de tout ou partie des frais médicaux, chirurgicaux et d'hospitalisation dans le cadre de la définition des « contrats responsables », en complément d'un régime de base de la sécurité sociale et du régime local Alsace-Moselle.

Les partenaires sociaux ont souhaité garantir la mutualisation de ce régime en recommandant 7 organismes assureurs (visés à l'article 3.7 du présent accord), choisis au terme d'une procédure de mise en concurrence dans le respect des articles L. 912-1 et D. 912-1 et suivants du code de la sécurité sociale, pour assurer sur l'ensemble du territoire national la couverture des garanties de complémentaire santé.

Cette recommandation se traduit par la conclusion de contrats de garanties collectives identiques auprès des assureurs recommandés. Le dispositif contractuel est également complété par le protocole technique et financier et le protocole de gestion administrative communs à ces organismes, conclus dans les mêmes conditions. Les modalités de gestion sont précisées dans le contrat d'assurance collective.

## **Article 2**

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux salariés et aux entreprises relevant du champ d'application professionnel :

- de la convention collective du 15 mars 1966 (convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées – IDCC 0413) à laquelle est rattachée la convention collective nationale du 1<sup>er</sup> mars 1979 (médecins spécialistes qualifiés au

- regard du conseil de l'ordre travaillant dans des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées – IDCC 1001) et du champ d'application professionnel ;
- des accords collectifs applicables aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS – IDCC 0783).

Les dispositions du présent accord se substituent aux dispositions des conventions précitées, ayant le même objet à savoir :

- pour la convention collective du 15 mars 1966 à laquelle est rattachée la convention collective nationale du 1<sup>er</sup> mars 1979, l'article 43 « Régime de complémentaire santé », qui se trouve donc remplacé par les dispositions du présent accord ;
- pour les accords collectifs CHRS, l'article 7.2 « Complémentaire frais de santé » qui se trouve donc remplacé par les dispositions du présent accord.

### **Article 3**

#### *Mise en place du régime de complémentaire santé interbranche*

#### **Article 3.1**

##### *Adhésion du salarié*

##### **1. Définition des bénéficiaires**

Dans le cadre du caractère obligatoire du régime de complémentaire santé, celui-ci bénéficie à l'ensemble des salariés titulaires d'un contrat de travail quelle que soit sa nature ou d'un contrat d'apprentissage, dès le premier jour de l'embauche.

Les salariés ont toutefois la faculté de faire valoir l'un des cas de dispense dans les conditions définies à l'article 3.1, 3 ci-après.

##### **2. Suspension du contrat de travail**

###### *a) Cas de maintien du bénéfice du régime*

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période de suspension, d'un maintien de salaire, total ou partiel, ou d'indemnités journalières de la sécurité sociale ou d'indemnités journalières complémentaires.

Le bénéfice du régime de complémentaire santé est également maintenu au profit des salariés dont le contrat de travail est suspendu pour l'une des causes suivantes :

- exercice du droit de grève ;
- congés de solidarité familiale et de soutien familial ;
- congé non rémunéré qui n'excède pas 1 mois continu.

L'employeur verse la même contribution que pour les salariés actifs pendant toute la période de suspension du contrat de travail. Parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à s'acquitter de sa contribution.

###### *b) Autres cas de suspension*

Dans les autres cas de suspension, par exemple dans le cadre d'un congé sans maintien de la rémunération (congé sabbatique, congé parental d'éducation, congé pour création d'entreprise...) les salariés ne bénéficieront pas du maintien du bénéfice du régime de complémentaire santé.

Ces salariés pourront toutefois continuer à adhérer au régime pendant la période de suspension de leur contrat de travail sous réserve de s'acquitter de l'intégralité de la cotisation (part patronale et part salariale).

La cotisation afférente aux garanties précitées est réglée directement par le salarié auprès de l'organisme assureur.

### 3. Caractère obligatoire de l'adhésion

L'adhésion des salariés au régime de complémentaire santé est obligatoire.

Les salariés, dont la situation correspond aux cas définis ci-après, auront toutefois la faculté de refuser leur adhésion au régime de complémentaire santé, sous réserve de solliciter par écrit ces dispenses d'affiliation et de produire les justificatifs requis :

a) Les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat de mission :

- d'une durée strictement supérieure à 3 mois à condition de justifier par écrit et en produisant tous documents justifiant d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties, étant précisé qu'il ne s'agit pas d'apprécier le niveau de prise en charge de ces garanties ;
- d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs.

La demande de dispense devra être formulée au moment de l'embauche ou au moment où ils réunissent les conditions pour en bénéficier. Pour les salariés en contrat à durée déterminée dont la relation contractuelle se poursuit au-delà de 3 mois, le justificatif d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs sera à fournir à cette date pour continuer de bénéficier du cas de dispense.

Concernant la durée du contrat prise en compte, il convient de tenir compte de la durée du contrat initial et de ses éventuelles prolongations. Par ailleurs, en cas de succession de contrats sans interruption, la durée prise en compte est la durée globale de la relation contractuelle.

b) Les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au régime les conduirait à s'acquitter, au titre de l'ensemble des garanties de protection sociale complémentaire, de cotisations au moins égales à 10 % de leur rémunération brute. Pour les salariés à temps partiel, cette demande de dispense devra être formulée soit à la date d'embauche soit au moment de l'évolution de leur situation (passage à temps partiel ou diminution du temps de travail notamment). Dans ce dernier cas, la désaffiliation intervient à la fin du mois au cours duquel le salarié formule la demande de dispense.

L'intervention du haut degré de solidarité, prévue au paragraphe 2 de l'article 3.5 du présent accord, pourra être sollicitée pour une prise en charge totale ou partielle de la cotisation de ces salariés.

Conformément aux dispositions de l'article D. 911-2 du code de la sécurité sociale :

c) Les salariés bénéficiaires d'une couverture complémentaire (CMU-C) en application de l'article L. 861-3 du code de la sécurité sociale ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) en application de l'article L. 863-1 du même code (ou de toute couverture s'y substituant). La dispense ne peut jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide. Le salarié déjà affilié au présent régime peut faire valoir ce cas de dispense en cas d'évolution de sa situation le conduisant à bénéficier de la CMU-C ou de l'ACS conformément à l'article D. 911-5 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, la désaffiliation intervient à la fin du mois au cours duquel il formule la demande de dispense et fournit les justificatifs requis.

d) Les salariés couverts par une assurance individuelle de frais de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure. La dispense ne peut valoir que jusqu'à échéance du contrat individuel. À l'échéance du contrat, ce dernier sera affilié de manière obligatoire au présent régime.

e) Les salariés qui bénéficient, pour les mêmes risques, y compris en tant qu'ayants droit, de prestations servies au titre d'un autre emploi en tant que bénéficiaire de l'un ou l'autre des dispositifs suivants :

- d'une couverture collective et obligatoire de remboursement de frais de santé remplissant les conditions mentionnées au sixième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ;
- d'un dispositif de garanties prévu par le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels ou par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- d'un contrat d'assurance de groupe issus de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 (dite loi Madelin) relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle ;
- du régime local d'assurance maladie du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en application des articles D. 325-6 et D. 325-7 du code de la sécurité sociale ;
- du régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières en application du décret n° 46-1541 du 22 juin 1946.

À défaut d'écrit et de justificatif, ou du renouvellement de ce dernier le cas échéant, adressé à l'employeur dans les conditions évoquées ci-dessus, ils seront obligatoirement affiliés au régime de complémentaire santé.

Ces dispenses d'affiliation s'appliquent sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 3.2 « Versement santé » du présent accord.

S'agissant des entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés elles devront en tout état de cause prévoir la mise en œuvre de ces dispenses d'adhésion.

### **Article 3.2**

#### *Versement Santé*

Dans le respect des dispositions et des conditions imposées par l'article L. 911-7-1 du code de la sécurité sociale et des articles D. 911-4 à 8 du même code, peuvent bénéficier du versement santé les salariés en contrat à durée déterminée ou en contrat de mission dont la durée du contrat est inférieure ou égale à 3 mois et les salariés à temps partiel dont la durée effective de travail est inférieure ou égale à 15 heures par semaine (art. D. 911-7 du code de la sécurité sociale).

Ces salariés peuvent se dispenser, à leur initiative, de l'obligation d'affiliation sous réserve de justifier d'une couverture en matière de frais de santé « responsable », respectant les conditions légales et réglementaires de ce type de contrat notamment l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale. Ces salariés bénéficient du versement santé dont les conditions et montants sont définis aux articles D. 911-6 et suivants du code de la sécurité sociale.

Ce versement santé payé par l'employeur, si le salarié justifie des éléments cités ci-dessus, bénéficie du régime social et fiscal attaché à la contribution de l'employeur respectant les conditions de l'article L. 242-1 alinéa 6 du code de la sécurité sociale.

### **Article 3.3**

#### *Maintien des garanties en cas de rupture du contrat de travail*

1. Mutualisation de la portabilité de la couverture en cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage

L'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale permet aux salariés de bénéficier, dans les mêmes conditions que les salariés en activité, d'un maintien des régimes de prévoyance complémentaire dont ils bénéficiaient au sein de l'entreprise, en cas de rupture de leur contrat de travail, à l'exclusion

de la faute lourde, ouvrant droit à une prise en charge par le régime d'assurance chômage. Le droit à la portabilité est subordonné au respect de l'ensemble des conditions fixées par les dispositions légales et les dispositions réglementaires prises pour leur application.

La durée de la portabilité est égale à la durée du dernier contrat de travail, ou des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, appréciée en mois entiers le cas échéant arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois de couverture.

Ce maintien de garanties est financé par un système de mutualisation intégré aux cotisations du régime de complémentaire santé des salariés en activité. Ainsi, les anciens salariés bénéficiaires du dispositif ne devront acquitter aucune cotisation supplémentaire à ce titre.

## 2. Maintien de la couverture de complémentaire santé en application de l'article 4 de la loi dite « Évin »

En application de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « loi Évin », la couverture de complémentaire santé sera maintenue par l'organisme assureur, dans le cadre d'un nouveau contrat :

- au profit des anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois suivant l'expiration de la période de portabilité dont ils bénéficient ;
- au profit des personnes garanties du chef de l'assuré décédé, pendant une durée minimale de 12 mois à compter du décès, sous réserve que les intéressés en fassent la demande dans les 6 mois suivant le décès.

L'obligation de proposer le maintien de la couverture de complémentaire santé à ces anciens salariés (ou à leurs ayants droit) dans le cadre de l'application de l'article 4 de la « loi Évin » incombe à l'organisme assureur, et l'employeur n'intervient pas dans le financement de cette couverture.

Dans le cadre du régime mutualisé, les cotisations des bénéficiaires de l'article 4 de la « Loi Évin » sont plafonnées à 150 % du montant de la cotisation de la couverture dont ils bénéficiaient à compter de la 4<sup>e</sup> année. Ce plafonnement pourra être revu annuellement au regard de l'équilibre du régime mutualisé.

Les modalités de suivi de la portabilité en cas de rupture du contrat de travail et dans le cadre de la loi dite « loi Évin » sont précisées dans le cadre du protocole de gestion administrative.

### **Article 3.4**

#### *Financement*

##### 1. Structure de la cotisation

Les salariés acquittent obligatoirement la cotisation « salarié isolé ».

Parallèlement à leur couverture obligatoire, les salariés ont la possibilité de couvrir leurs ayants droit (enfant(s) et/ou conjoint, concubins ou partenaires de Pacs) tels que définis par le contrat d'assurance national souscrit avec les assureurs recommandés ou par le contrat d'assurance souscrit par l'entreprise, pour l'ensemble des garanties dont ils bénéficient au titre du régime.

La cotisation supplémentaire servant au financement de la couverture facultative des ayants droit, ainsi que ses éventuelles évolutions ultérieures, est à la charge exclusive du salarié.

##### 2. Répartition des cotisations

La cotisation « salarié isolé » obligatoire est financée à 50 % par le salarié et 50 % par l'employeur.



### 3. Assiette de la cotisation

Dans le cadre de la mutualisation par recommandation d'organismes assureurs définie par le présent accord, les cotisations servant au financement du régime de complémentaire santé sont exprimées en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Pour information, le plafond mensuel de la sécurité sociale est fixé, pour l'année 2019, à 3 377 €. Il est modifié annuellement par voie réglementaire.

La cotisation ci-dessus définie et les cotisations « enfants » et « conjoint, concubin et partenaire lié par un Pacs » facultatives sont fixées dans les conditions suivantes dans le cadre des contrats souscrits avec les organismes assureurs recommandés de l'article 3.7 du présent accord :

Salariés relevant du régime général de la sécurité sociale ou de la mutualité sociale agricole

	CONTRIBUTION salariale	CONTRIBUTION patronale	COTISATION globale
Salarié isolé (obligatoire)	0,74 % PMSS	0,74 % PMSS	1,48 % PMSS

Salariés relevant du régime de sécurité sociale d'Alsace-Moselle

	CONTRIBUTION salariale	CONTRIBUTION patronale	COTISATION globale
Salarié isolé (obligatoire)	0,445 % PMSS	0,445 % PMSS	0,89 % PMSS

Ces taux sont définis pour une période de 1 an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

À titre informatif, les tableaux des garanties et des taux de cotisation pour les régimes facultatifs sont joints en annexe du présent accord.

Les entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés devront en tout état de cause respecter une prise en charge à hauteur de 50 % de la cotisation globale correspondant à la couverture obligatoire du salarié (le cas échéant de ses ayants droit) mise en place par l'entreprise.

### 4. Taux d'appel de la cotisation dans le cadre du régime mutualisé

Il est convenu dans le cadre du présent accord d'appliquer un taux d'appel sur la cotisation de la « base conventionnelle » du régime mutualisé définie à l'article 3.4 3 pour les entreprises et les salariés relevant du champ d'application des accords collectifs CHRS à la date de signature du présent accord.

Ce taux d'appel est fixé à 90 % pour l'année 2020. Il pourra être revu annuellement par la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) en fonction des résultats du régime mutualisé jusqu'à extinction des fonds issus de la réserve générale antérieure.

## Article 3.5

### *Prestations*

#### 1. Tableau des garanties

Le régime de complémentaire santé est établi dans le respect des dispositions relatives aux contrats dits « responsables » par référence aux articles L. 871-1, R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Le tableau résumant le niveau des garanties minimales, appelé « base conventionnelle », prévu dans le cadre des contrats souscrits avec les organismes assureurs recommandés, joint en annexe, est établi sous réserve des évolutions réglementaires liées aux réformes des contrats responsables pou-



vant intervenir postérieurement à la conclusion du présent accord. Dans cette hypothèse, le niveau de garanties et/ou le taux de la cotisation seront modifiés par accord.

Les entreprises non adhérentes à l'un des contrats d'assurance souscrits auprès des organismes assureurs recommandés devront en tout état de cause respecter les mêmes niveaux de garanties minimales de la « base conventionnelle », acte par acte.

## 2. Haut degré de solidarité du régime mutualisé

En application des dispositions des articles L. 912-1 et R. 912-1 et 2 du code de la sécurité sociale relatives à la mutualisation par recommandation d'organismes assureurs, le régime présente un haut degré de solidarité (HDS).

Ce HDS est financé par un prélèvement de 2 % de la cotisation applicable au salarié isolé pour le niveau de garantie correspondant à la base obligatoire du présent accord interbranche.

Le HDS mutualisé permet de prendre en compte des situations de fragilité auxquelles sont confrontés les salariés, leurs ayants droit et les bénéficiaires de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « Évin ». Ces bénéficiaires doivent être couverts au titre du présent régime.

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ou CPPNI décide par accord :

- des actions de prévention susceptibles de bénéficier d'une prise en charge par le HDS ;
- de l'action sociale dédiée aux bénéficiaires définis ci-dessus ;
- ou de la prise en charge de la cotisation pour certains salariés ;
- de l'évolution de ces actions au cours de la vie du régime.

Ces décisions s'opèrent dans le respect des dispositions de l'article R. 912-2 du code de la sécurité sociale et dans la limite de la disponibilité des fonds. En tout état de cause, le solde du HDS mutualisé ne peut pas être négatif. Les financements sont attribués sur décision de la commission chargée du suivi du régime selon la date de dépôt de la demande.

Les entreprises n'ayant pas souscrit un contrat auprès des organismes recommandés doivent s'assurer de la mise en œuvre des dispositions du présent article au sein de leur contrat d'assurance. Elles sont tenues de consacrer une proportion identique de la cotisation en vigueur et de financer le même type d'actions.

Conformément à l'article L. 912-1 IV du code de la sécurité sociale, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation décide d'engager une négociation pour la désignation d'un organisme gestionnaire unique pour assurer la mise en œuvre concrète des actions du Haut Degré de Solidarité conventionnel au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ces actions auront notamment pour objectif d'assurer une prise en charge totale ou partielle des cotisations de certains salariés dont les apprentis dans le respect de l'article R 912-2 du code de la sécurité sociale.

### Article 3.6

#### *Suivi du régime de complémentaire santé mutualisé*

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) délègue à une commission nationale paritaire technique de prévoyance, dont les membres sont les organisations d'employeurs et de salariés représentatives dans le champ du présent accord, le suivi et la gestion administrative du régime mutualisé ainsi que du haut degré de solidarité défini à l'article 3.5, 2 du présent accord.

Les organismes assureurs recommandés communiquent chaque année les documents, rapports financiers et analyses commentées nécessaires aux travaux de cette commission. Les conditions de suivi technique du régime sont précisées par les dispositions du protocole de gestion administrative.

Par ailleurs, les commissions nationales paritaires techniques de prévoyance de la CCNT du 15 mars 1966 et des accords collectifs CHRS continueront d'exercer leurs attributions pour l'année 2020 compte tenu de l'étude des comptes pour l'année 2019.

En fonction de l'équilibre financier du régime et des évolutions législatives et réglementaires, après présentation des comptes par les organismes assureurs, le tableau de garanties et/ou la cotisation pourra faire l'objet d'ajustements négociés par la CPPNI.

### **Article 3.7**

#### *Organismes assureurs recommandés*

Les partenaires sociaux ont choisi de recommander aux entreprises couvertes par le champ d'application du présent avenant, pour assurer la couverture des garanties « frais de santé » prévues par le présent accord, les organismes assureurs suivants :

- le groupement de coassurance AESIO/Malakoff Médéric Prévoyance :

- groupe AESIO.

- Union mutualiste de groupe soumise aux dispositions du livre I du code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 821 965 241 dont Adréa mutuelle, Apréva mutuelle et Eovi-MCD mutuelle sont membres. Enregistrée à l'ORIAS en tant que mandataire d'assurance sous le n° 16006968. Siège social : 25, place de la Madeleine, 75008 Paris ;

- Malakoff Médéric Prévoyance.

- Institution de prévoyance régie par le livre IX du code de la sécurité sociale. N° SIREN 775 691 181, siège social : 21, rue Laffitte, 75009 Paris.

Le groupe AESIO assure la coordination du dispositif et l'interlocution commerciale pour le compte du groupement de coassurance ainsi constitué :

- AG2R prévoyance : institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, dont le numéro de SIREN est le 333 232 270, dont le siège social est le 104-110, boulevard Haussmann, 75008 Paris ;

- Mutuelle intégrance, mutuelle du Groupe APICIL, soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 340 359 900, siège social sis 89, rue Damrémont, 75882 Paris Cedex 18.

La gestion est assurée par APICIL Mutuelle, mutuelle du Groupe APICIL, siège social : 38, rue François-Peissel, 69300 Caluire-et-Cuire.

- Mutuelle Ociane Matmut, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 434 243 085, siège social : 35, rue Claude-Bonnier, 33054 Bordeaux Cedex ;

- Le groupement de coassurance mutualiste Harmonie mutuelle/MGEN :

- Harmonie Mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code la mutualité, immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 538 518 473, siège social : 143, rue Blomet, 75015 Paris ;

- MGEN, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 775 685 399, siège social : 3, square Max-Hymans, 75748 Paris Cedex 15.

Ces mutuelles sont coassureurs entre elles dans le cadre du groupement de coassurance.

Elles confient la coordination du dispositif et l'interlocution au groupe VYV pour le compte du groupement de coassurance ainsi constitué. Groupe VYV, Union mutualiste de groupe soumises aux dispositions du code de la mutualité. Immatriculée au répertoire SIREN sous le n° 532 661 832, Siège social : 33, avenue du Maine, BP 25, 75755 Paris Cedex 15.

Les modalités d'organisation de la recommandation sont réexaminées par les partenaires sociaux, dans le respect des dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, dans un délai

maximum de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant. À cette fin, les parties signataires se réuniront au plus tard 9 mois avant l'échéance.

Les parties ont la possibilité de remettre en cause le(s) contrat(s) d'assurance souscrit(s) avec les organismes recommandés avant le 31 décembre de chaque année sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois avant l'échéance.

### **Article 3.8**

#### *Gestion des régimes d'entreprise hors mutualisation et dialogue social*

Dans le cadre d'une gestion paritaire du régime mutualisé de complémentaire santé, les entreprises n'ayant pas souscrit un contrat dans le cadre de la recommandation définie au présent accord doivent :

- fournir les comptes de résultat annuels du régime en vigueur dans l'entreprise les porter à la consultation du CSE. L'établissement de ces comptes de résultat relevant d'une obligation de l'organisme assureur au titre de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1989 dont le contenu est précisé dans le décret n° 90-769 du 30 août 1990 ;
- s'assurer de la gestion paritaire du fonds de solidarité en vigueur dans l'entreprise au titre de l'article 3.5.2 selon des modalités définies dans le cadre du dialogue social de l'entreprise.

### **Article 4**

#### *Effet, durée, révision et dénonciation*

Le présent accord prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020 sous réserve de son agrément, conformément à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Il est conclu pour une durée indéterminée sous réserve de la période quinquennale définie à l'article 3.7 dans le respect de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Le présent accord est entendu par les parties comme un ensemble indivisible de sorte que son entrée en vigueur est subordonnée au fait qu'il soit valablement conclu et applicable dans les deux environnements conventionnels susmentionnés.

Sous réserve de ce qui précède, le présent accord pourra être révisé dans les conditions légales applicables.

Le présent accord pourra faire l'objet d'une dénonciation totale, et globale, sur l'ensemble du champ d'application, dans les conditions légales applicables.

Il fera l'objet des formalités obligatoires prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 2 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

**Annexe 1 – Garanties collectives « frais de santé » pour le régime de la base conventionnelle**

Garanties conventionnelles remboursements de la Sécurité Sociale inclus		BASE*			
<b>HOSPITALISATION</b>					
<b>Frais de séjour</b>					200%BR
<b>Honoraires (signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>					
Actes de chirurgie (ADC)					
Actes d'anesthésie (ADA)					220% BR
Actes d'obstétrique (ACO)					
Actes techniques médicaux (ATM)					
<b>Honoraires (non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>					
Actes de chirurgie (ADC)					
Actes d'anesthésie (ADA)					200% BR
Actes d'obstétrique (ACO)					
Actes techniques médicaux (ATM)					
<b>Forfait Hospitalier</b>					100% FR
<b>Forfait actes lourds</b>					100% FR
<b>Chambre particulière par jour :</b>					
Conventionnée de nuit					100% FR
Conventionnée de jour					limité à 2% PMSS limité à 1% du PMSS
<b>Personne accompagnante :</b>					
Conventionnée					100% FR limité à 1,5% PMSS
<b>FRAIS MEDICAUX</b>					
Consultation - visites : Généralistes signataires ou non de l'OPTAM (1)					100% BR
Consultation - visites : Spécialistes signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)					220 % BR
Consultation - visites : Spécialistes Non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)					200 %BR
Médecine douce (acupuncture, ostéopathie, chiropractie, psychomotricien, diététicien, psychologue)					25€/séance dans la limite de 3 séances par an/bénéficiaire
Pharmacie					100% BR
Analyses et examens de biologie					100% BR

Auxiliaires médicaux	100% BR		
Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	170% BR		
Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150% BR		
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150 %BR		
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	130 %BR		
Orthopédie et autres prothèses remboursées par la Ss	200% BR		
Prothèses auditives (dans la limite d'un appareil par oreille tous les 4 ans)**	Classe 1	Classe 2	20% pmss par oreille
	100% PLV (2)		
Transport remboursé par la Ss	100% BR		
DENTAIRE			
Soins dentaires	100% BR		
Inlays/onlays	100% BR		
Orthodontie remboursée par la Ss	300%BR		
Orthodontie non remboursée par la Ss	250% BRR		
Prothèses dentaires non remboursées par la Ss	7% PMSS / an		
Implantologie	20 % PMSS / an		
Prothèses dentaires remboursées par la Ss (4)** :	Panier 100% santé	Panier maîtrisé	Panier libre
Dents du sourire (incisives, canines, prémolaires)	100% du PLV (2) selon matériau et position de la dent	250%BR	900 € par an et par bénéficiaire (3)
		220%BR	
		150% BR	
Inlays-core (dans la limite des PLV fixés)			
OPTIQUE (5)			
Verres**	Classe A		Classe B
Monture adulte**	100% du PLV (2)		Grille Base

Monture enfant**		
Lentilles prescrites (acceptées, refusées, jetables)		3% PMSS
Chirurgie réfractive		22% PMSS
<b>ACTES DE PREVENTION</b>		
Tous les actes des contrats responsables		100% BR
<b>ACTES DIVERS</b>		
Cures thermales acceptées par la Ss		100% BR

Ss : Sécurité sociale.

PMSS : Plafond mensuel de la Sécurité sociale.

BR : Base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer son montant de remboursement.

BRR : Base de remboursement reconstituée.

\* Les garanties s'entendent dans les conditions existantes et à venir des contrats responsables tant au niveau des minima que des maxima fixés acte par acte.

\*\* En tout état de cause, les garanties devront respecter les PLV fixés par décret dans le cadre des contrats responsables.

(1) OPTAM : Médecins ayant adhéré à l'Option de Pratique Tarifaire Maîtrisée ou OPTAM-CO pour les médecins exerçant une spécialité chirurgicale ou de gynécologie obstétrique.

(2) PLV : Prix Limite de Vente.

(3) Hors RACO, limite à 900 € ou 1 050 € ou 1 450 € par an et par bénéficiaire ; au-delà, la garantie appliquée est celle du décret n°2019-65 (125% BR). Les devis prothétiques sont valables 6 mois.

(4) Dents du sourire : Ce sont les Incisives – Canines – Prémolaires. Ces dents correspondent au numéro de dent :

11,12,13,14,15,21,22,23,24,25,31,32,33,34,35,41,42,43,44,45.

(5) Conformément à l'arrêté du 3 décembre 2018, le remboursement d'un équipement optique, composé d'une monture et de deux verres, n'est possible que tous les deux ans par bénéficiaire. Toutefois, pour les cas spécifiques listés au point VIII, la prise en charge est annuelle.

Grille Optique (Sécurité sociale incluse)	Base	
UNIFOCAUX	CLASSE A	CLASSE B
sphère de 0 à -/+2	100% PLV (*)	35,00 €
sphère de -2 à -4 ou de +2 à +4		40,00 €
sphère de -4 à -8 ou de +4 à +8		50,00 €
sphère < -8 ou > +8		100,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -2 à 0 ; sphère > 0 et S ≤ 2	100% PLV	40,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -4 à -2,25 ; sphère > 0 et 2 < S ≤ 4		45,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -8 à -4,25 ; sphère > 0 et 4 < S ≤ 8		55,00 €
cylindre ≤ +4 sphère > -8 ; sphère > 0 et 8 < S		105,00 €
cylindre > +4 sphère de -2 à 0	100% PLV	55,00 €
cylindre > +4 sphère de -4 à -2,25		60,00 €
cylindre > +4 sphère de -8 à -4,25		70,00 €
cylindre > +4 sphère > -8		120,00 €
MULTIFOCAUX OU PROGRESSIFS	CLASSE A	CLASSE B
sphère de 0 à -/+2	100% PLV	75,00 €
sphère de -2 à -4 ou de +2 à +4		80,00 €
sphère de -4 à -8 ou de +4 à +8		90,00 €
sphère < -8 ou > +8		130,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -2 à 0 ; sphère > 0 et S ≤ 2	100% PLV	90,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -4 à -2,25 ; sphère > 0 et 2 < S ≤ 4		95,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -8 à -4,25 ; sphère > 0 et 4 < S ≤ 8		105,00 €
cylindre ≤ +4 sphère > -8 ; sphère > 0 et 8 < S		145,00 €
cylindre > +4 sphère de -2 à 0	100% PLV	115,00 €
cylindre > +4 sphère de -4 à -2,25		120,00 €
cylindre > +4 sphère de -8 à -4,25		130,00 €
cylindre > +4 sphère > -8		170,00 €
MONTURES ET AUTRES LPP	CLASSE A	CLASSE B
Verre neutre	100% PLV	35,00 €
Monture		100,00 €
Supplément monture Enfant de moins de 6 ans		-
SUPPLEMENTS		
Prisme incorporé adulte	100% BR	
Prisme incorporé enfant		
Prisme souple enfant moins de 6 ans		
Antiptosis Adulte		
Antiptosis Enfant		
Iséiconiques Adulte		
Iséiconiques Enfant		
Filtre teinté		
Filtre ultraviolet moins de 18 ans		
Filtre occlusion partielle moins de 6 ans		
Adaptation verres de classe A	-	
Adaptation verres de classe B		
Appairage niveau 1		
Appairage niveau 2		
Appairage niveau 3	100% BR	

(\*) PLV = Prix Limite de Vente fixés par décret

S = Cylindre + Sphère

**Annexe 2 – Garanties collectives « frais de santé » pour les options facultatives dans le cadre du régime mutualisé**

Garanties conventionnelles remboursements de la Sécurité sociale inclus		OPTION 1*				
<b>HOSPITALISATION</b>						
<b>Frais de séjour</b>						200%BR
<b>Honoraires (signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>						
Actes de chirurgie (ADC)						
Actes d'anesthésie (ADA)						
Actes d'obstétrique (ACO)						
Actes techniques médicaux (ATM)						
<b>Honoraires (non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>						
Actes de chirurgie (ADC)						
Actes d'anesthésie (ADA)						
Actes d'obstétrique (ACO)						
Actes techniques médicaux (ATM)						
<b>Forfait Hospitalier</b>						100% FR
<b>Forfait actes lourds</b>						100% FR
<b>Chambre particulière par jour :</b>						
Conventionnée de nuit						100% FR
Conventionnée de jour						limité à 2% PMSS limité à 1% PMSS
<b>Personne accompagnante :</b>						
Conventionnée						100% FR limité à 1,5% PMSS
<b>FRAIS MEDICAUX</b>						
Consultation - visites : Généralistes signataires ou non de l'OPTAM (1)						100% BR
Consultation - visites : Spécialistes signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)						220% BR
Consultation - visites : Spécialistes Non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)						200%BR
Médecine douce (acupuncture, ostéopathie, chiropractie, psychomotricien, diététicien, psychologue)						25€/séance dans la limite de 4 séances par an/bénéficiaire
Pharmacie						100% BR



Analyses et examens de biologie	100% BR	
Auxiliaires médicaux	100% BR	
Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	170% BR	
Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150% BR	
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150%BR	
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	130%BR	
Orthopédie et autres prothèses remboursées par la Ss	200% BR	
Prothèses auditives (dans la limite d'un appareil par oreille tous les 4 ans)**	<b>Classe 1</b>	<b>Classe 2</b>
	100% PLV (2)	20% du pmss par oreille
Transport remboursé par la Ss	100% BR	
<b>DENTAIRE</b>		
Soins dentaires	100% BR	
Inlays/onlays	100% BR	
Orthodontie remboursée par la Ss	300%BR	
Orthodontie non remboursée par la Ss	250% BRR	
Prothèses dentaires non remboursées par la Ss	7% PMSS / an	
Implantologie	22% PMSS / an	
Prothèses dentaires remboursées par la Ss (4)** :	<b>Panier 100% santé</b>	<b>Panier maîtrisé et Panier libre</b>
Dents du sourire (incisives, canines, prémolaires)	100% du PLV (2) selon matériau et position de la dent	Dans la limite de 1 050 € par an et par bénéficiaire (3)
Dents de fond de bouche		325% BR
Inlays-core (dans la limite des PLV fixés)		250% BR
		200% BR

OPTIQUE (5)		Classe A		Classe B
Verres**		100% du PLV (2)		Grille Option 1
Monture adulte**				
Monture enfant**				
Lentilles prescrites (acceptées, refusées, jetables)		3% PMSS		
Chirurgie réfractive		22% PMSS		
ACTES DE PREVENTION				
Tous les actes des contrats responsables		100% BR		
ACTES DIVERS				
Cures thermales acceptées par la Ss		100% BR		

Ss : Sécurité sociale.

PMSS : Plafond mensuel de la Sécurité sociale.

BR : Base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer son montant de remboursement.

BRR : Base de remboursement reconstituée.

\* Les garanties s'entendent dans les conditions existantes et à venir des contrats responsables tant au niveau des minima que des maxima fixés acte par acte.

\*\* En tout état de cause, les garanties devront respecter les PLV fixés par décret dans le cadre des contrats responsables.

(1) OPTAM : Médecins ayant adhéré à l'Option de Pratique Tarifaire Maîtrisée ou OPTAM-CO pour les médecins exerçant une spécialité chirurgicale ou de gynécologie obstétrique.

(2) PLV : Prix Limite de Vente.

(3) Hors RACO, limite à 900 € ou 1 050 € ou 1 450 € par an et par bénéficiaire ; au-delà, la garantie appliquée est celle du décret n°2019-65 (125% BR). Les devis prothétiques sont valables 6 mois.

(4) Dents du sourire : Ce sont les Incisives – Canines – Prémolaires. Ces dents correspondent au numéro de dent : 11,12,13,14,15,21,22,23,24,25,31,32,33,34,35,41,42,43,44,45.

(5) Conformément à l'arrêté du 3 décembre 2018, le remboursement d'un équipement optique, composé d'une monture et de deux verres, n'est possible que tous les deux ans par bénéficiaire. Toutefois, pour les cas spécifiques listés au point VIII, la prise en charge est annuelle.

Garanties conventionnelles remboursements de la Sécurité sociale inclus		OPTION 2*			
<b>HOSPITALISATION</b>					
<b>Frais de séjour</b>					200%BR
<b>Horaires (signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>					
Actes de chirurgie (ADC)					
Actes d'anesthésie (ADA)					300% BR
Actes d'obstétrique (ACO)					
Actes techniques médicaux (ATM)					
<b>Honoraires (non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)) :</b>					
Actes de chirurgie (ADC)					
Actes d'anesthésie (ADA)					200% BR
Actes d'obstétrique (ACO)					
Actes techniques médicaux (ATM)					
<b>Forfait Hospitalier</b>					100% FR
<b>Forfait actes lourds</b>					100% FR
<b>Chambre particulière par jour :</b>					
Conventionnée de nuit					100% FR
Conventionnée de jour					limité à 3% PMSS limité à 1,5% PMSS
<b>Personne accompagnante :</b>					
Conventionné					100% FR limité à 3% PMSS
<b>FRAIS MEDICAUX</b>					
Consultation - visites : Généralistes signataires ou non de l'OPTAM (1)					100% BR
Consultation - visites : Spécialistes signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)					220% BR
Consultation - visites : Spécialistes Non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)					200% BR
Médecine douce (acupuncture, ostéopathie, chiropractie, psychomotricien, diététicien, psychologue)					25€/séance dans la limite de 4 séances par an/bénéficiaire
Pharmacie					100% BR
Analyses et examens de biologie					100% BR
Auxiliaires médicaux					100% BR

Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	170% BR		
Actes de petite chirurgie (ADC) et actes techniques médicaux (ATM) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150% BR		
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	170%BR		
Radiologie, actes d'imagerie médicale (ADI) et actes d'échographie (ADE) non signataires OPTAM(1)/OPTAM-CO(1)	150% BR		
Orthopédie et autres prothèses remboursées par la Ss	200% BR		
Prothèses auditives (dans la limite d'un appareil par oreille tous les 4 ans)**	Classe 1		Classe 2
	100% PLV (2)		1 700 €
	100% BR		
Transport remboursé par la Ss	100% BR		
<b>DENTAIRE</b>			
Soins dentaires	100% BR		
Inlays/onlays	100% BR		
Orthodontie remboursée par la Ss	350% BR		
Orthodontie non remboursée par la Ss	250% BRR		
Prothèses dentaires non remboursées par la Ss	10% PMSS / an		
Implantologie	25% PMSS / an		
Prothèses dentaires remboursées par la Ss (4)** :	Panier 100% santé	Panier maîtrisé et Panier libres	
Dents du sourire (incisives, canines, prémolaires)	100% du PLV (2) selon matériau et position de la dent	450% BR	Dans la limite de 1 450 € par an et par bénéficiaire (3)
Dents de fond de bouche		350% BR	
Inlays-core (dans la limite des PLV fixés)		200% BR	
<b>OPTIQUE (5)</b>			
Verres**	Classe A		Classe B
	100% du PLV (2)	Grille Option 2	

Monture adulte**			
Monture enfant**			
Lentilles prescrites (acceptées, refusées, jetables)			6,5% PMSS
Chirurgie réfractive			25% PMSS
<b>ACTES DE PREVENTION</b>			
Tous les actes des contrats responsables			100% BR
<b>ACTES DIVERS</b>			
Cures thermales acceptées par la Ss			100% BR

Ss : Sécurité sociale.

PMSS : Plafond mensuel de la Sécurité sociale.

BR : Base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer son montant de remboursement.

BRR : Base de remboursement reconstituée.

\* Les garanties s'entendent dans les conditions existantes et à venir des contrats responsables tant au niveau des minima que des maxima fixés acte par acte.

\*\* En tout état de cause, les garanties devront respecter les PLV fixés par décret dans le cadre des contrats responsables.

(1) OPTAM : Médecins ayant adhéré à l'Option de Pratique Tarifaire Maîtrisée ou OPTAM-CO pour les médecins exerçant une spécialité chirurgicale ou de gynécologie obstétrique.

(2) PLV : Prix Limite de Vente.

(3) Hors RACO, limite à 900 € ou 1 050 € ou 1 450 € par an et par bénéficiaire ; au-delà, la garantie appliquée est celle du décret n°2019-65 (125% BR). Les devis prothétiques sont valables 6 mois.

(4) Dents du sourire : Ce sont les Incisives – Canines – Prémolaires. Ces dents correspondent au numéro de dent : 11,12,13,14,15,21,22,23,24,25,31,32,33,34,35,41,42,43,44,45.

(5) Conformément à l'arrêté du 3 décembre 2018, le remboursement d'un équipement optique, composé d'une monture et de deux verres, n'est possible que tous les deux ans par bénéficiaire. Toutefois, pour les cas spécifiques listés au point VIII, la prise en charge est annuelle.

Grilles Optiques (Sécurité sociale incluse)	Option 1		Option 2	
UNIFOCAUX	CLASSE A	CLASSE B	CLASSE A	CLASSE B
sphère de 0 à -/+2	100% PLV	75,00 €	100% PLV	90,00 €
sphère de -2 à -4 ou de +2 à +4		75,00 €		90,00 €
sphère de -4 à -8 ou de +4 à +8		90,00 €		100,00 €
sphère < -8 ou > +8		125,00 €		130,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -2 à 0 ; sphère > 0 et S ≤ 2		85,00 €		100,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -4 à -2,25 ; sphère > 0 et 2 < S ≤ 4	100% PLV	85,00 €	100% PLV	100,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -8 à -4,25 ; sphère > 0 et 4 < S ≤ 8		95,00 €		110,00 €
cylindre ≤ +4 sphère > -8 ; sphère > 0 et 8 < S		110,00 €		120,00 €
cylindre > +4 sphère de -2 à 0	100% PLV	135,00 €	100% PLV	140,00 €
cylindre > +4 sphère de -4 à -2,25		135,00 €		140,00 €
cylindre > +4 sphère de -8 à -4,25		140,00 €		150,00 €
cylindre > +4 sphère > -8		150,00 €		160,00 €
MULTIFOCAUX OU PROGRESSIFS	CLASSE A	CLASSE B	CLASSE A	CLASSE B
sphère de 0 à -/+2	100% PLV	160,00 €	100% PLV	180,00 €
sphère de -2 à -4 ou de +2 à +4		160,00 €		180,00 €
sphère de -4 à -8 ou de +4 à +8		175,00 €		200,00 €
sphère < -8 ou > +8		175,00 €		200,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -2 à 0 ; sphère > 0 et S ≤ 2	100% PLV	180,00 €	100% PLV	210,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -4 à -2,25 ; sphère > 0 et 2 < S ≤ 4		180,00 €		210,00 €
cylindre ≤ +4 sphère de -8 à -4,25 ; sphère > 0 et 4 < S ≤ 8		190,00 €		220,00 €
cylindre ≤ +4 sphère > -8 ; sphère > 0 et 8 < S		200,00 €		230,00 €
cylindre > +4 sphère de -2 à 0	100% PLV	180,00 €	100% PLV	210,00 €
cylindre > +4 sphère de -4 à -2,25		180,00 €		210,00 €
cylindre > +4 sphère de -8 à -4,25		190,00 €		220,00 €
cylindre > +4 sphère > -8		200,00 €		230,00 €
MONTURES ET AUTRES LPP	CLASSE A	CLASSE B	CLASSE A	CLASSE B
Verre neutre	100% PLV	75,00 €	100% PLV	90,00 €
Monture		100,00 €		100,00 €
Supplément monture Enfant de moins de 6 ans		-		-
SUPPLEMENTS				
Prisme incorporé adulte	100% BR		100% BR	
Prisme incorporé enfant				
Prisme souple enfant moins de 6 ans				
Antiptosis Adulte				
Antiptosis Enfant				
Iséiconiques Adulte				
Iséiconiques Enfant				
Filtre teinté				
Filtre ultraviolet moins de 18 ans				
Filtre occlusion partielle moins de 6 ans				
Adaptation verres de classe A	10 € par adaptation		10 € par adaptation	
Adaptation verres de classe B				
Appairage niveau 1	100% BR		100% BR	
Appairage niveau 2				
Appairage niveau 3				
(*) PLV = Prix Limite de Vente fixés par décret				
S = Cylindre + Sphère				

## ANNEXE III

### TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COTISATIONS DU RÉGIME MUTUALISÉ

Lorsque le salarié fait le choix de couvrir ses ayants droit, il décide de l'extension des garanties qui lui sont applicables. Ainsi il ne peut choisir des niveaux de garantie différents en fonction de l'ayant droit couvert.

Pour la lecture du tableau ci-dessous, il convient d'additionner les taux de cotisation en fonction du niveau de garantie obligatoire dans l'entreprise et du nombre de personnes couvertes. La cotisation des enfants est gratuite à compter du 3<sup>e</sup> enfant.

Les cotisations sont exprimées en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale.

À titre informatif, il est fixé à 3 424 € pour 2020.

	obligatoire			
	facultatif		Salarié	Conjoint
				Enfant
<b>REGIME GENERAL (RG)</b>	[base]	1,48%	1,61%	0,73%
	option 1	0,35%	0,35%	0,18%
	option 2	0,74%	0,74%	0,36%
	[base + option 1]	1,80%	1,93%	0,89%
	option 2	0,39%	0,39%	0,18%
	[base + option 2]	2,15%	2,28%	1,06%
<b>REGIME LOCAL Alsace Moselle (RL)</b>	[base]	0,89%	0,97%	0,44%
	option 1	0,35%	0,35%	0,18%
	option 2	0,74%	0,74%	0,36%
	[base + option 1]	1,21%	1,29%	0,60%
	option 2	0,39%	0,39%	0,18%
	[base + option 2]	1,56%	1,64%	0,77%

Brochure n° 3367

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2847. – PÔLE EMPLOI**

---

AVENANT DU 18 SEPTEMBRE 2019  
RELATIF À LA RÉVISION DE L'ARTICLE 8.4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1951436M

IDCC : 2847

Entre :

Pôle emploi,

D'une part, et

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

SNAP Pôle emploi,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Les signataires rappellent leur attachement au fait que « le contrat à durée indéterminée à temps plein constitue le mode normal de recrutement au sein de Pôle emploi » (art. 4 paragraphe 1 de la convention collective nationale de Pôle emploi).

Pour autant, le recours au contrat à durée déterminée, constitue l'un des dispositifs que Pôle emploi peut mobiliser pour garantir la continuité de l'exercice de ses missions. Ce recours est réalisé dans le cadre du volume global des effectifs <sup>(1)</sup> soumis au vote du conseil d'administration. Il s'inscrit dans le strict respect des durées légales ou conventionnelles maximales respectives de chaque nature de contrat (art. 8.1 et 8.2 paragraphe 3).

Dans ce contexte, les signataires décident de modifier certaines dispositions concernant le recours aux contrats à durée déterminée, telles que celles fixées dans l'article 8.4 de la convention collective nationale.

---

(1) Exprimé en ETPT.



Les parties conviennent des dispositions suivantes :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Révision de l'article 8.4 de la convention collective nationale*

Le paragraphe 4 de l'article 8.4 de la convention collective nationale de Pôle emploi est ainsi modifié :

« Dans le souci d'offrir un environnement stable aux agents, le volume <sup>(1)</sup> de contrat à durée déterminée pour motif d'accroissement temporaire d'activité (hors contrats aidés et contrats d'apprentissage), ne peut excéder sur l'année civile 4 % de l'effectif sous plafond <sup>(1)</sup> inscrit au budget soumis au vote du conseil d'administration.

Par ailleurs et dans l'objectif de lutter contre la précarité, de réduire le nombre annuel d'agents recrutés en contrats à durée déterminée et ainsi de favoriser leur intégration, aucun délai de carence n'est appliqué dans tous les cas de succession de CDD. »

Le paragraphe 5 est ainsi réécrit :

« Un état complet des effectifs par structure et par type de contrats y compris les contrats de travail aidés est présenté chaque trimestre en réunion de comité social et économique.

Cet état contient notamment :

Le nombre d'agents recrutés en CDD et le taux de leur passage en CDI.

Le nombre d'agents en CDD de remplacement correspondants aux agents affectés à une mission.

#### *Le taux d'emploi des seniors*

Par ailleurs, une présentation détaillée du recours aux contrats à durée déterminée est réalisée au comité social économique central, *a minima* dans le cadre de la consultation sur la politique sociale de l'établissement, sur la base d'indicateurs définis au sein de l'instance, mettant notamment en évidence, en complément des données du bilan social :

- le nombre d'agents concernés recrutés en CDD ;
- le taux de reconduction des contrats à durée déterminée ;
- le taux de passage de ces contrats en contrats à durée indéterminée au regard de leur durée initiale. »

### **Article 2**

#### *Notification de l'avenant*

Le présent accord signé est notifié par la direction de Pôle emploi aux organisations syndicales représentatives dans la branche.

### **Article 3**

#### *Droit d'opposition*

Le présent accord collectif de branche pourra faire l'objet d'une opposition conformément aux dispositions du code du travail.

### **Article 4**

#### *Publicité et dépôt de l'avenant*

Le présent accord est déposé, à l'initiative de la direction générale de Pôle emploi, auprès de la direction générale du travail (DGT) et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions du code du travail.

---

(1) Exprimé en ETPT.

## **Article 5**

### *Durée de l'avenant et date d'entrée en vigueur*

Le présent accord collectif de branche est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur le lendemain de la date de l'arrêté d'extension, y compris pour les contrats de travail et délais de carence en cours à cette date.

## **Article 6**

### *Révision et dénonciation*

Les dispositions conventionnelles du présent accord, révisant ou s'intégrant à la convention collective nationale de Pôle emploi, pourront faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation dans le cadre des articles 3.2 (révision) et 3.3 (dénonciation) de la convention collective précitée et conformément aux dispositions du code du travail.

Fait à Paris, le 18 septembre 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3375

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3017. – PORTS ET MANUTENTION**

ACCORD DU 16 OCTOBRE 2019  
RELATIF À LA COMPOSITION ET AU FONCTIONNEMENT  
DU COMITÉ DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES INTERENTREPRISES  
POUR LES PERSONNELS DOCKERS ET ASSIMILÉS

NOR : ASET1951444M  
IDCC : 3017

Entre :

UMOP,

D'une part, et

CGT ;

CNTPA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les activités du CASCI bénéficient aux seuls salariés (ouvriers dockers et assimilés) des entreprises liées à la manutention portuaire, telles que spécifiées à l'annexe I, ainsi qu'aux ouvriers dockers occasionnels et retraités ayant droit, ainsi qu'au personnel du groupement des utilisateurs de main-d'œuvre.

Les négociations ont abouti à la conclusion du présent accord.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet du CASCI*

Le CASCI a pour objet d'organiser et de gérer toutes les activités sociales et culturelles des entreprises comprises dans la place portuaire définies à l'annexe I.

Il est convenu que les CSE des entreprises de la place portuaire, ont pris la décision de déléguer, par le biais de conventions formalisées entre les CSE et le CASCI, la gestion de l'intégralité de leur budget relatif aux activités sociales et culturelles.

Par ailleurs, s'agissant des entreprises de la place portuaire dont les CSE ne seraient pas dotés d'un budget relatif aux activités sociales et culturelles ou des entreprises non dotées de représentants du

personnel, il est convenu que les employeurs versent directement le montant de la subvention due au CASCI dans les mêmes conditions que définies au présent accord.

## **Article 2**

### *Périmètre de l'accord*

Le périmètre du présent accord comprend toutes les entreprises et entités listées en annexe I.

En cas de nouvelle entreprise ou entité intégrant la place portuaire, l'annexe I sera modifiée.

## **Article 3**

### *Composition du CASCI*

### **Article 3.1**

#### *Composition*

Le CASCI est composé comme suit :

- un président représentant les entreprises de la manutention ;
- un représentant par entreprise/entité de moins de 25 salariés ;
- de deux représentants pour les entreprises/entités de 25 à 50 salariés ;
- de trois représentants pour les entreprises/entités de plus de 50 salariés.

Le président peut être assisté d'un ou deux personnalités qualifiées.

Le CASCI comprend les membres représentants des entreprises/entités ayant une voix délibérative et le président, représentant des entreprises/entités, ayant une voix délibérative.

Participe également aux réunions du CASCI, avec voix consultative, un représentant par organisation syndicale représentative au niveau de la place portuaire.

### **Article 3.2**

#### *Présidence*

Le président du CASCI est désigné par les représentants des employeurs de la place portuaire.

Son mandat est d'une durée de 1 an, renouvelable à échéance.

### **Article 3.3**

#### *Désignation des membres*

Les membres du CASCI sont désignés par les CSE des entreprises/entités listées en annexe I parmi les membres des CSE de chaque entreprise/entité.

La répartition des membres entre les organisations syndicales se fera sur la base des résultats des dernières élections professionnelles dans les conditions de l'article L. 2333-4 du code du travail.

### **Article 3.4**

#### *Durée des mandats*

Les membres sont désignés pour une durée de 4 ans. Les mandats pourront être renouvelés à l'issue des 4 ans.

Si pendant cette période, un membre du CASCI cesse d'être membre d'un comité social d'entreprise, il est remplacé par un nouveau membre désigné dans les conditions de l'article 3.3 du présent accord.

### **Article 3.5**

#### *Représentants syndicaux*

Un représentant syndical est désigné par chaque organisation syndicale représentative au niveau local. Il peut le cas échéant, se faire remplacer, pour l'exercice de ses attributions, par un représentant syndical suppléant, désigné de la même manière.

### **Article 3.6**

#### *Composition du bureau*

Le bureau du CASCI, désigné en séance plénière, est composé de la manière suivante :

- un secrétaire ;
- un trésorier ;
- deux membres du CASCI.

### **Article 3.7**

#### *Crédits d'heures*

Les heures passées en réunions préparatoires et de bureau, prises sur l'horaire normal de travail, sont imputées sur le crédit d'heures de délégation des comités sociaux et économiques de chaque entreprise/entité.

Ces heures sont considérées comme temps de travail et rémunérées comme tel.

### **Article 4**

#### *Fonctionnement du CASCI*

#### **Article 4.1**

##### *Réunions plénières*

Le CASCI tient 4 réunions plénières par an. Ces heures seront facturées au GUMO.

Au cours de la réunion qui a lieu au mois de juin, le CASCI approuve les comptes de l'exercice précédent.

Au cours de la réunion qui a lieu au mois de décembre, il propose, pour validation, le budget élaboré de l'exercice à venir, qui s'inscrit dans le cadre de l'article 5 du présent accord.

Pour les réunions plénières, l'ordre du jour est arrêté par le président et le secrétaire. Les réunions plénières sont précédées d'une réunion préparatoire.

L'ordre du jour, élaboré en réunion préparatoire, est soumis par le secrétaire au président, et communiqué aux membres du CASCI 5 jours au moins avant la réunion. Le Président peut se faire assister par toute personne qualifiée pour le traitement d'une question à l'ordre du jour dans la limite fixée à l'article 3.1.

#### **Article 4.2**

##### *Réunions plénières extraordinaires*

À la demande du président ou de la majorité des membres, le CASCI peut se réunir en réunion plénière extraordinaire.

L'ordre du jour est communiqué par le président aux membres du CASCI, 5 jours au moins avant la réunion. Le président peut se faire assister par toute personne qualifiée pour le traitement d'une question à l'ordre du jour.

#### **Article 4.3**

##### *Décisions*

Le CASCI prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

L'exécution de ces décisions est assurée par la personne mise à disposition. Celle-ci est nommée en séance plénière du CASCI sur proposition du bureau. Ces fonctions sont définies par le règlement intérieur. Elles prennent fin, soit sur décision de l'assemblée plénière du CASCI, soit par démission.

Cette mise à disposition sera formalisée par une convention entre l'employeur et le CASCI, son secrétaire et son trésorier.

#### **Article 4.4**

##### *Rôle du bureau*

Le bureau assure la gestion du budget et des affaires sous le contrôle des membres du CASCI.

Ses attributions spécifiques sont déterminées par délibération du CASCI. Il constitue le relais privilégié avec la personne mise à disposition.

Il se réunit six fois par an, sur convocation du secrétaire. Le secrétaire informe le président des dates des réunions. À l'issue de chacune, il établit un compte rendu, qui après approbation du bureau, est communiqué au président et aux membres du CASCI.

#### **Article 5**

##### *Budgets du CASCI*

Il convient de distinguer les frais de fonctionnement du CASCI, et le budget des activités sociales et culturelles organisées et gérées par le CASCI.

#### **Article 5.1**

##### *Budget des œuvres sociales*

Le budget des œuvres sociales du CASCI est calculé, par entreprise ou entité de la place portuaire, sur la base de 1,30 % de leur masse salariale.

Chaque année, au mois de décembre, le bureau, en accord avec le président, propose lors d'une réunion plénière du CASCI, le vote du budget de l'année N + 1 qui servira de base de calcul pour les appels de l'année N + 1.

Le budget sera versé au CASCI selon la périodicité suivante :

- 40 % en janvier ;
- 60 % en mai.

Il sera procédé, le cas échéant, à une régularisation au début de l'année lorsque la masse salariale de l'année N – 1 sera définitivement arrêtée comptablement.

#### **Article 5.2**

##### *Budget de fonctionnement*

Le budget de fonctionnement du CASCI est calculé, par entreprise ou entité de la place portuaire, sur la base de 0,15 % de leur masse salariale.

Le budget sera versé au CASCI selon la périodicité suivante :

- 40 % en janvier ;
- 60 % en mai.

Il sera procédé, le cas échéant, à une régularisation au début de l'année lorsque la masse salariale de l'année N – 1 sera définitivement arrêtée comptablement.

Les frais de fonctionnement du CASCI sont constitués par les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'activité, à l'exclusion de toutes les dépenses afférentes aux activités sociales et culturelles.

Sont considérés comme frais de fonctionnement :

- la location des locaux administratifs du CASCI ;
- l'entretien de ces locaux ;

- la location de matériel nécessaire au fonctionnement ;
- les fournitures du bureau ;
- les documentations et abonnements ;
- les frais de déplacement des membres désignés du CASCI ;
- les frais de téléphone, internet ;
- l'assurance des locaux ;
- les frais de publicité/catalogue ;
- les frais de personnel mis à disposition du CASCI tels que définis par la convention.

Le budget de fonctionnement non utilisé en fin d'année N pourra être transféré vers le budget ASC de l'année N + 1 dans les limites de la loi.

## **Article 6**

### *Mise en œuvre et portée de l'accord*

Le présent accord est conclu, dans le cadre des dispositions du code du travail relatives aux accords collectifs et de la CCNU, entre l'UMOP et les organisations syndicales représentatives au niveau local.

## **Article 7**

### *Révision et dénonciation*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet d'une dénonciation ou d'une révision par l'une ou l'autre des parties signataires.

Cette dénonciation ou cette révision interviendra en application des dispositions légales applicables, sous réserve du respect d'un délai de 3 mois. Le CASCI perdurera jusqu'à la fin de l'exercice comptable.

## **Article 8**

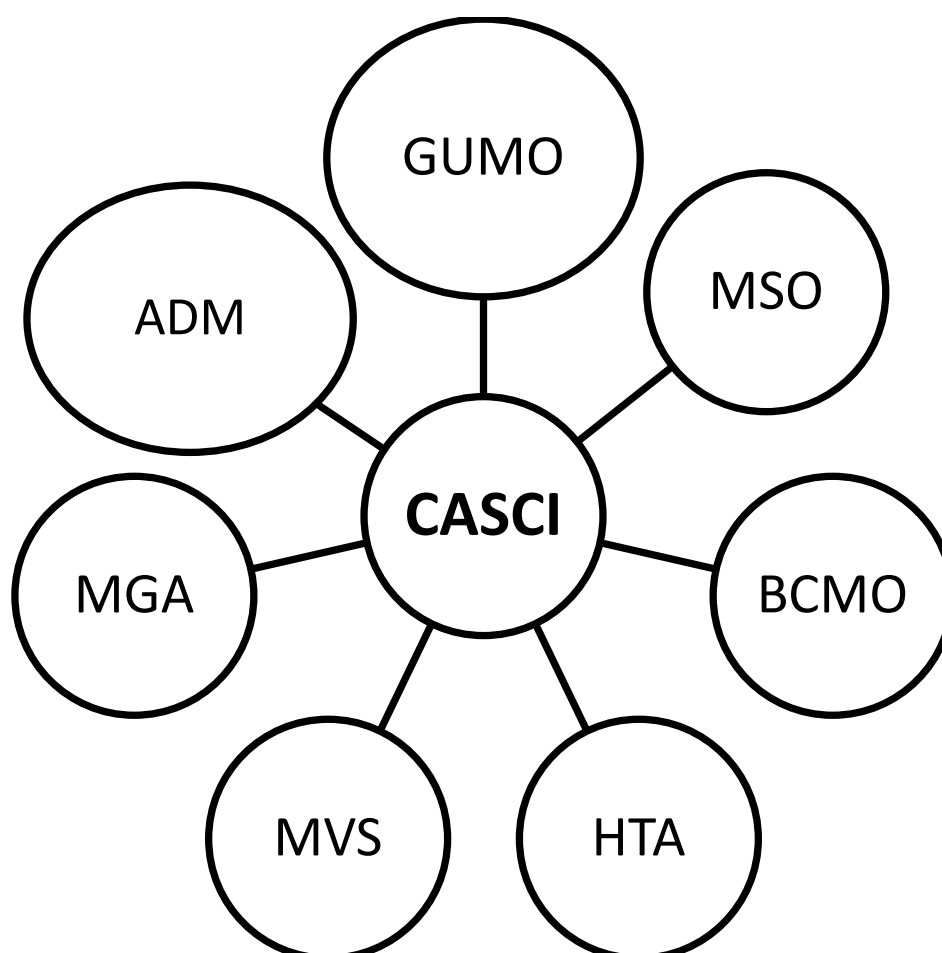
### *Formalités de dépôt*

Le texte du présent accord et ses avenants seront transmis à l'inspection du travail et à la direction départementale du travail et de l'emploi.

Fait à Montoir, le 16 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

# ANNEXE N°1





Brochure n° 3375

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3017. – PORTS ET MANUTENTION**

ACCORD DU 16 OCTOBRE 2019  
RELATIF AUX MOYENS DES ORGANISATIONS SYNDICALES  
NOR : ASET1951445M  
IDCC : 3017

Entre :  
UMOP,  
D'une part, et  
CGT ;  
CNTPA CFDT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations syndicales et leurs représentants sont, collectivement et individuellement, des interlocuteurs essentiels des employeurs en relais de la vie professionnelle quotidienne des salariés.

Le présent accord (ci-après l'accord moyens syndicaux) a pour objet de préciser l'ensemble des moyens accordés aux représentants de place ainsi que les conditions d'utilisation de ces moyens.

Cet accord n'est pas élaboré dans le but de faire un CSE interentreprises, il résulte d'une pratique, sur la place portuaire de Montoir – Saint-Nazaire, de bénéficier de représentants de place affiliés aux organisations syndicales représentatives. Ce choix a été pris dans le but de faciliter les discussions lorsque les sujets négociés sont communs à l'ensemble des sociétés adhérentes de l'UMOP.

Ils ne remplacent pas les délégués syndicaux ou représentants du personnel élus dans chaque entreprise.

Ces représentants seront désignés par les organisations syndicales représentatives issues des différentes élections dans chaque société adhérente de l'UMOP.

1. Champ d'application

L'accord moyens syndicaux s'applique à toutes les sociétés adhérentes à l'UMOP, en activité sur la place portuaire de Montoir – Saint-Nazaire au jour de sa signature, et à ses futures adhérentes.

## 2. Les représentants désignés par les organisations syndicales

### 2.1. Nombre

Les parties conviennent que chaque organisation syndicale représentative peut procéder à la désignation d'un délégué de place et d'un suppléant. Ces représentants devront être élus dans l'une des sociétés adhérentes à l'UMOP.

Les parties conviennent de revoir cette répartition après chaque élection professionnelle, dans le cas où un nouveau syndicat serait représentatif dans l'une des sociétés adhérentes.

De plus, un délégué permanent sera désigné dans les conditions de l'article 2.3 de l'avenant n° 10 du 17 octobre 2018 révisant la CCNU en matière de droit syndical et représentation du personnel.

### 2.2. Crédit d'heures. – Rémunération

Il est accordé un volume global de 1 607 heures par an à se partager entre toutes les organisations syndicales représentatives, pour l'exercice de tous les mandats de place. À ce jour, il en résulte 800 heures pour le syndicat CGT Dockers Montoirs – Saint-Nazaire et 800 heures pour la CFDT.

Les représentants de place disposent d'un crédit d'heures annuel, à se répartir en fonction du crédit d'heures octroyé, pour exercer leurs mandats. Les représentants de place affiliés aux organisations syndicales représentatives pourront répartir les heures de place avec leurs élus respectifs.

De plus, un délégué permanent sera désigné dans les conditions de l'article 2.3 de l'avenant n° 10 du 17 octobre 2018 révisant la CCNU en matière de droit syndical et représentation du personnel.

Le délégué permanent de place bénéficiera d'un forfait de 1 607 heures pour exercer sa fonction. Ce délégué permanent de place sera élu titulaire et désigné délégué syndical d'une des sociétés adhérentes. Les heures de délégation attribuées dans l'entreprise de référence du délégué permanent de place seront comprises dans ces 1 607 heures.

Aucune heure supplémentaire ne pourra être réclamée. Le délégué permanent s'interdit toute affectation opérationnelle pendant la durée de son mandat.

Le délégué permanent se verra attribuer une rémunération forfaitaire répartie proportionnellement entre les entreprises adhérentes. À compter de la désignation du délégué permanent, un avenant au contrat de travail devra être signé entre le délégué et son employeur. Il disposera d'un accès permanent à l'ensemble des sites de la place. La rémunération doit tenir compte de l'entreprise d'origine, de la fonction et la classification occupées, sur la moyenne des 3 dernières années.

## 3. Moyens alloués aux représentants des organisations syndicales

Les organisations syndicales sont des acteurs reconnus et essentiels au développement du dialogue social de la place portuaire.

Dans cet esprit et afin de favoriser leur fonctionnement, elles bénéficient d'un droit syndical supplémentaire par rapport à ce qui est prévu dans chaque société, il sera composé d'une contribution annuelle de fonctionnement.

### 3.1. Valeur des contributions

La contribution annuelle de fonctionnement est de 9 000 €. Cette contribution comporte tous les défraiements de déplacement.

### 3.2. Modalités de répartition et de versement

La contribution est répartie équitablement entre les organisations syndicales signataires, soit 4 500 € pour la CGT et 4 500 € pour la CFDT.

#### 4. Organisation des réunions

Les organisations syndicales peuvent tenir des réunions, statutaires ou d'information du personnel.

Les réunions statutaires concernent uniquement les élus et doivent se dérouler soit hors du temps de travail, soit en heures de délégation.

Les réunions d'information du personnel doivent se faire en dehors des heures d'affectation des personnels.

#### 5. Durée de l'accord, révision et dénonciation, formalités de dépôt

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il se substitue à l'ensemble des accords, usages et dispositions relatifs aux moyens syndicaux, conclus antérieurement et en vigueur à la date de sa signature.

Il pourra être révisé en tout ou partie et faire l'objet d'un avenant dans les conditions fixées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7-1 et L. 2261-8 du code du travail.

Toute demande de révision devra être formulée par écrit et être accompagné d'un projet sur le ou les article(s) concerné(s).

Il pourra faire l'objet d'une dénonciation dans les conditions prévues aux articles L. 2222-6 et L. 2261-9 du code du travail.

Il sera déposé au greffe du conseil des prud'hommes et à la DIRECCTE des Pays de la Loire.

Fait à Montoir-de-Bretagne, le 16 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3073

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 86. – ENTREPRISES DE LA PUBLICITÉ ET ASSIMILÉES**

---

AVENANT DU 29 OCTOBRE 2019  
À L'ACCORD DU 5 AVRIL 2018 RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2020

NOR : ASET1951437M

IDCC : 86

Entre :

AACC ;

UDECAM ;

UMSP,

D'une part, et

FEC FO ;

SNPEP FO ;

F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les organisations syndicales de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans la branche de la publicité, réunies en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, se sont accordées sur de nouveaux niveaux de salaires minima conventionnels et sur les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, conformément aux dispositions de l'article L. 2241-8 du code du travail.

Il est entendu que la négociation du présent avenant a pris en compte l'analyse commune par les parties de la situation au sein de la branche à la date du 2 octobre 2019.

Les parties signataires conviennent que le présent avenant relatif à une augmentation des salaires minima conventionnels, entrera en vigueur au plus tard à compter de la date de son extension et de façon volontaire, pour les entreprises adhérentes aux organisations signataires du présent avenant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Eu égard à la finalité poursuivie par les présentes dispositions au regard notamment du principe d'égalité de traitement, les partenaires sociaux ont décidé que les niveaux de salaires minima conventionnels et les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes s'appliqueront à l'ensemble des entreprises de la branche, quel que soit leur effectif.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Niveaux de salaires minima conventionnels*

#### Appointement mensuel brut en euros

1 <sup>RE</sup> CATÉGORIE : EMPLOYÉ	
Niveau 1 (débutant *)	1 534
Niveau 2	1 548
Niveau 3	1 562
Niveau 4	1 630
2 <sup>e</sup> catégorie : technicien/agent de maîtrise	
Niveau 1	1 671
Niveau 2	1 720
Niveau 3	1 774
Niveau 4	1 882
3 <sup>e</sup> catégorie : cadre	
Niveau 1 (débutant **)	2 051
Niveau 2	2 249
Niveau 3	2 652
Niveau 4	3 472
(*) Pendant 6 mois.	
(**) Pendant 1 an.	

Au jour de la signature du présent avenant et sans préjudice de l'issue des futures négociations au niveau de la branche, l'appointement annuel brut minimal garanti à un salarié, sous réserve de sa présence effective dans l'entreprise durant 12 mois, correspond à la somme des appointements mensuels brut minima auxquels il a pu prétendre au cours des 12 derniers mois en fonction de sa classification.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant se substituent au «I. – Salaires minima conventionnels » de l'annexe III de la convention collective nationale des entreprises de la publicité et assimilées. Les autres dispositions demeurent inchangées.

## Article 2

### *Mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

Les parties signataires du présent avenant réaffirment que l'égalité salariale entre les femmes et les hommes est une composante essentielle de l'égalité professionnelle. Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail, ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Les disparités de rémunération ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées sur l'appartenance des salariés à l'un ou l'autre sexe. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Les parties signataires rappellent également que les présentes dispositions s'inscrivent en parallèle de l'ensemble des obligations des entreprises en matière d'égalité professionnelle dont, notamment, celle de calculer et de publier tous les ans l'index « égalité professionnelle », conformément à la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, dans les entreprises d'au moins 50 salariés. Il est précisé que, selon les résultats de cette évaluation, les entreprises devront définir et programmer des mesures correctrices permettant d'atteindre un résultat suffisant.

Les parties signataires rappellent également que les entreprises de moins de 50 salariés, qui ne rentrent pas dans le champ d'application de la loi susmentionnée, ne sont pas exemptes de prendre des mesures nécessaires pour parvenir à l'égalité professionnelle, notamment dans le cadre fixé par les articles L. 1142-1 et suivants du code du travail.

En conséquence, les parties signataires encouragent toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, à poursuivre, dans le cadre de leur politique salariale, la réduction des écarts injustifiés constatés entre les rémunérations moyennes des hommes et celles des femmes à situation comparable, et permettre d'assurer le principe d'égalité salariale tout au long de la vie professionnelle.

Elles préconisent à l'ensemble des entreprises de la branche de mettre en œuvre notamment les mesures suivantes :

- analyser les salaires effectifs par classification et par sexe, en moyenne et en répartition ;
- mesurer les écarts éventuels par rapport à l'objectif d'égalité salariale entre les femmes et les hommes, en prenant notamment en compte l'âge de chaque salarié et son ancienneté dans sa classification ;
- définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, afin d'atteindre l'égalité salariale femmes/hommes.

Les parties signataires rappellent, par ailleurs, que les partenaires sociaux de la branche de la publicité ont signé le 18 décembre 2008 la « Charte des bonnes pratiques en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les entreprises de la branche de la publicité » qui contient notamment des modèles d'indicateurs permettant aux entreprises de procéder à des analyses statistiques salariales.

Outre les indicateurs prévus par cette charte, les partenaires sociaux incitent les entreprises de la branche à recourir aux indicateurs suivants :

- écart salarial moyen selon le sexe ;
- part des femmes et d'hommes dans chaque type d'emploi ;
- rapport entre le nombre de salariés par sexe ayant bénéficié d'une mesure de correction salariale et le nombre total de salariés par sexe ;
- pourcentage moyen des mesures de correction salariale appliquées aux femmes ou aux hommes, le cas échéant ;
- pourcentage moyen d'augmentation individuelle attribuée aux femmes, ou aux hommes, le cas échéant, ayant bénéficié d'une mesure de correction salariale.

Afin de diminuer et de supprimer les disparités salariales en fonction du sexe, les parties signataires incitent, quand cela est nécessaire, les entreprises, dans le respect des dispositions légales, à :

- s'engager sur un taux de progression de la rémunération de base femmes/hommes pour l'ensemble de l'entreprise par catégorie et par métier ;
- octroyer un budget global à des mesures correctrices de l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- favoriser une organisation du travail assurant la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle ;
- réformer les pratiques de recrutement, de sélection et de promotion des entreprises afin de parvenir à une mixité plus équilibrée si les diagnostics effectués permettent d'identifier certains postes majoritairement occupés par l'un des deux sexes ; faciliter l'accès des femmes à des professions bien rémunérées dans lesquelles elles sont souvent fortement minoritaires ;
- veiller lors du recrutement interne ou externe à se rapprocher d'une répartition femmes/hommes reflétant au minimum celle de l'ensemble des candidats ou celle des diplômés des filières concernées.

Par ailleurs, afin de remédier aux inégalités entre les femmes et les hommes et notamment aux écarts de rémunération, les parties signataires ont ouvert une négociation au niveau de la branche

sur l'égalité professionnelle femmes-hommes avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives, dans l'objectif d'aboutir à la conclusion d'un accord de branche en la matière.

### **Article 3**

#### *Délais de mise en œuvre*

La mise en œuvre de cet avenant, avec la prise en compte de tous ses effets conventionnels, doit intervenir au sein des entreprises au plus tard à compter de la date d'extension de l'avenant et de façon volontaire, pour les entreprises adhérentes aux organisations signataires, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

### **Article 4**

#### *Application dans les entreprises de moins de 50 salariés*

Conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties conviennent que les dispositions du présent avenant s'appliquent directement dans les entreprises de moins de 50 salariés et qu'il n'est donc pas nécessaire, au regard notamment de leur objet et de leur applicabilité à toutes les entreprises, de prévoir des dispositions spécifiques pour ces entreprises dans le présent avenant.

En effet, comme précisé dans le préambule du présent avenant, le niveau des salaires minima conventionnels ainsi que les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes sont des sujets qui ont vocation à s'appliquer dans l'ensemble des entreprises de la branche, sans distinction d'effectif.

### **Article 5**

#### *Clause de rendez-vous et suivi de l'avenant*

Les parties signataires conviennent de se revoir pendant l'application du présent avenant pour en dresser un bilan et discuter, si ce bilan l'impose, de sa révision.

En outre et conformément aux articles L. 2241-8 et suivants du code du travail, les parties signataires conviennent d'ouvrir une négociation annuelle sur les salaires et sur les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le rendez-vous relatif au bilan du présent avenant a lieu une fois par an. Il permet de démarrer les négociations de branche mentionnées à l'alinéa précédent.

Par ailleurs, une commission de suivi est mise en place dans le mois suivant la signature du présent avenant. Cette commission a pour mission de suivre l'application de l'avenant et d'examiner les conditions de sa mise en œuvre.

Elle se réunit une fois par an, lors du rendez-vous annuel prévu ci-dessus. Elle peut également se réunir exceptionnellement à la demande d'une des organisations syndicales de salariés représentatives signataires du présent avenant ou de la fédération de la publicité.

Enfin, en cas d'évolution du cadre législatif ou réglementaire ayant un impact sur les dispositions du présent avenant, les parties se réunissent dans un délai maximal de 2 mois à compter de la promulgation du nouveau texte, pour en évaluer les effets et discuter de sa révision.

### **Article 6**

#### *Révision et dénonciation*

##### *Révision*

L'avenant pourra être révisé au terme d'un délai de 1 mois suivant sa prise d'effet.

La procédure de révision du présent avenant ne peut être engagée que par l'une des parties habilitées en application des dispositions du code du travail.

Toute demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception aux organisations syndicales représentatives dans la branche ainsi qu'à chaque organisation signataire ou adhérente et comporter, outre l'indication des dispositions dont la révision est demandée, des propositions de remplacement.

Le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de 1 mois suivant la réception de cette lettre, les négociations débutent en vue de la rédaction d'un nouveau texte.

Les dispositions de l'avenant dont la révision est demandée restent en vigueur jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord ou, à défaut, sont maintenues.

Les dispositions de l'avenant portant révision se substituent de plein droit à celles de l'accord qu'elles modifient et sont opposables à l'ensemble des employeurs et des salariés liés par l'avenant, soit à la date qui est expressément convenue, soit, à défaut, à partir du jour qui suit son dépôt auprès du service compétent.

#### Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires moyennant un préavis de 1 mois.

La partie qui dénonce l'avenant doit notifier cette décision par lettre recommandée avec avis de réception aux autres parties.

Les organisations syndicales et patronales représentatives se réuniront pendant la durée du préavis pour discuter les possibilités d'un nouvel accord.

#### Article 7

##### *Publicité, durée*

Le présent avenant est déposé par les organisations professionnelles d'employeurs représentatives dans la branche de la publicité auprès des services centraux du ministère chargé du travail et du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion de l'avenant, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant fera l'objet d'une publication dans la base de données nationale.

Cet avenant à l'accord de branche fait l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 29 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)



Brochure n° 3029

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 493. – VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,**  
**SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

**ACCORD DU 6 MARS 2019**  
**RELATIF AUX SALAIRES DE RÉFÉRENCE DES CHAIS DE COGNAC AU 1<sup>ER</sup> MARS 2019**  
NOR : ASET1951442M  
IDCC : 493

Entre :

SMC,

D'une part, et

CGT chais de Cognac ;

CFE-CGC chais Cognac ;

CFDT chais de Cognac ;

FO chais de Cognac,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cadre de la négociation*

Dans le cadre des dispositions de l'article 42 de l'avenant régional de la CNVS applicable au personnel des activités d'élaboration du cognac, qui indique que « des accords paritaires interviendront pour la fixation des salaires » correspondant aux emplois des différentes catégories de personnel, le syndicat des maisons de Cognac a invité les organisations syndicales à négocier sur ce sujet au cours de deux réunions qui se sont tenues le 14 février 2019 et le 6 mars 2019.

**Article 2**

*Salaires de référence*

Les salaires de référence ont été revus dans la continuité des négociations engagées depuis 2011, avec le double objectif :

- d'établir et de maintenir des écarts entre les différents échelons hiérarchiques, et ceci bien sûr, plus particulièrement sur les niveaux pour lesquels ces écarts étaient faibles ;
- de maintenir, voire d'accentuer un écart avec les salaires minima conventionnels fixés par le conseil national des vins et spiritueux.

Ainsi les salaires de référence applicables à compter du 1<sup>er</sup> mars 2019 sont fixés conformément au barème suivant, pour une base mensuelle de 151,67 heures (35 heures par semaine) :

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MENSUEL de référence
Ouvriers/Employés	1	A	1 588
	1	B	1 598
	1	C	1 619
	2	A	1 633
	2	B	1 654
	2	C	1 667
	3	A	1 690
	3	B	1 718
	3	C	1 754
Agents de maîtrise	4	A	1 776
	4	B	1 823
	5	A	1 905
	5	B	1 952
	5	C	2 044
	6	A	2 203
	6	B	2 340
Cadres	7	A	2 368
	8	A	2 538
	9	A	2 911
	9	B	3 652
	10	A	4 446

### Article 3

#### *Dépôt et publicité*

Dans le respect des conditions de notification et dépôt prévues aux articles L. 2331-5 et suivants du code du travail :

Chaque partie signataire conservera un original de cet accord.

Le présent accord sera notifié par le président de la commission paritaire à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

À l'expiration d'un délai de 8 jours suivant la dernière notification de l'accord dans les formes mentionnées ci-dessus, le présent accord sera déposé par lettre recommandée avec avis de réception auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en deux exemplaires, dont un sur support électronique, et au greffe du conseil de prud'hommes d'Angoulême.

Fait à Cognac, le 6 mars 2019.

(Suivent les signatures.)

---

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190520-000120

Direction de l'information légale et administrative

ISSN 2266-145X

---